



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 SEPTEMBRE 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 8th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 286 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 286 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Alken Metal Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Roger Brossard, Claude Demers, tous deux de la cité de Montréal, Charles-Edouard Bertrand, de la cité d'Outremont, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, manufacturiers de produits de métal en feuilles, d'entrepreneurs de toutes sortes de travaux se rapportant aux produits de métal en feuilles, comprenant les sous-produits d'iceux, de représentants de manufacturiers, manufacturiers d'outils et de matrices, vendre lesdits produits, sous le nom de "Alken Metal Products Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$10,000, divisée en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Letters Patent

"Alken Metal Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1945, incorporating: Roger Brossard, Claude Demers, both of the City of Montreal, Charles-Edouard Bertrand, of the City of Outremont, all advocates, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, manufacturers of sheet metal products, contractors of all kind of works connected with sheet metal products, including by-products thereof, manufacturers' representative, manufacturers of tools and dies, to sell the said products, under the name of "Alken Metal Products Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each, and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10567 L. DESILETS.

"Alta Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1945, constituant en corporation: Gendron Beauchemin, étudiant, P.-Ernest Beauchemin, avocat, Philippe Beaulac, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des compagnies minières de Québec (chapitre 196) et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux, la compagnie peut:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Alta Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10568 L. DESILETS.

"American Pastry Shop Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1945, constituant en corporation: John J. Wasserman, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir et organiser, travailler, entretenir, posséder, exploiter, gérer et diriger des restaurants, cafés, auberges, salles de thé et magasins de confiserie, de rafraîchissement et de tabac, et buanderies, moulins, usines, entrepôts et boutiques, et généralement exercer le commerce en gros et en détail de restaurateurs, boulangers et confiseurs;

Agir comme pourvoyeurs et fournisseurs pour toutes sortes de repas, publics et privés, et tous, relativement à toutes sortes d'amusement, divertissements, bals, danses et sports;

Acheter, vendre, importer, exporter, cultiver, préparer, faire ou manifester et faire le commerce de denrées alimentaires, produits de boulangerie, gâteaux, biscuits, confiserie, crème glacée, tabac, cigares, cigarettes, journaux, nouveautés, liqueurs douces de toutes sortes,

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10567-o Deputy Attorney General.

"Alta Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1945, incorporating: Gendron Beauchemin, student, P.-Ernest Beauchemin, advocate, Philippe Beaulac, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chapter 196) and without in any way restricting its general powers, the company may:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof; under the name of "Alta Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders of the company shall not incur any personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10568-o Deputy Attorney General.

"American Pastry Shop Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1945, incorporating: John J. Wasserman, Samuel Chait, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, purchase, lease, or otherwise acquire and to equip, work, maintain, own, operate, manage, and conduct restaurants, cafes, eating houses, tea rooms and confectionery, refreshment and tobacco stores, and laundries, mills, factories, warehouses and shops, and generally, to carry on the business of wholesale and retail restaurant keepers, bakers and confectioners;

To act as purveyors and caterers, for all kinds of meals, public and private, and all, in connection with all kinds of amusements, entertainments, balls, dances and sports;

To buy, sell, import, export, grow, prepare, make or manufacture and deal in food stuffs, bread stuffs, cakes, biscuits, confectionery, ice cream, tobacco, cigars, cigarettes, newspapers, novelties, soft drinks of all kinds, beer and wine (the sale of beer and wine only after having com-

bières et vins (la vente de la bière et du vin seulement après s'être soumis aux lois et règlements fédéral, provincial ou municipal s'y rapportant), sous le nom de "American Pastry Shop Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10569 L. DÉSILETS.

"Andersmith Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1945, constituant en corporation: Max N. Crestohl, Samuel Greenblatt, Murray Lapin, tous avocats, des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce comme marchands en gros, détaillants, importateurs et exportateurs de briquets pour cigarettes, porte-lames, carillons en métal et alliages, ainsi que tous objets et accessoires métalliques et alliages;

Posséder et exploiter des boutiques et entreprises semblables dans le but de faire, fabriquer et assembler toutes formes de produits en métal et d'alliages, sous le nom de "Andersmith Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 395-397 rue Notre-Dame, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10570 L. DÉSILETS.

"Autobus la Malbaie-Baie Laval Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de juin 1945, constituant en corporation: Me Lavery Sirois, notaire, Madeleine Bernier, secrétaire, fille majeure, tous deux des cités et district de Québec, et Pauline Davignon, secrétaire, fille majeure, de la cité de Lauzon, district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, exercer, exploiter le commerce de transport des personnes, marchandises sur les chemins publics au moyen de véhicules automobiles, autobus, taxis, véhicules de livraison, autos-neige (snowmobile), le commerce de garage de véhicules automobiles et de tous articles et accessoires d'automobiles, acheter, vendre, échanger tous véhicules et accessoires, sous le nom de "Autobus la Malbaie-Baie Laval Limitée", avec un capital total de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le premier jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10571-0 L. DÉSILETS.

plished with all provincial, federal or municipal laws and by-laws, in connection therewith), under the name of "American Pastry Shop Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,
10569-0 Deputy Attorney General.

"Andersmith Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1945, incorporating: Max N. Crestohl, Samuel Greenblatt, Murray Lapin, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in as wholesalers, jobbers, retailers, importers and exporters, in all metal and alloyed cigarette lighters, blade holders, chimes, as well as all other metallic and alloyed objects and supplies;

To own and operate workshops and similar enterprises for the purposes of making, manufacturing and assembling all forms of metal and alloyed products, under the name of "Andersmith Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 395-397 Notre Dame St., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,
10570-0 Deputy Attorney General.

"Autobus la Malbaie-Baie Laval Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1945, incorporating: Me Lavery Sirois, notary, Madeleine Bernier, secretary, spinster, both of the city and district of Quebec, and Pauline Davignon, secretary, spinster, of the city of Lauzon, district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in, carry on and operate a transportation business; transportation of persons, merchandise on public roads by means of motor-vehicles, autobuses, taxis, delivery waggons, snowmobiles the business of the garaging of motor-vehicles and dealing in any automobile articles and accessories, to purchase, sell, exchange all vehicles and accessories, under the name of "Autobus la Malbaie-Baie Laval Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this first day of June, 1945.

L. DÉSILETS,
10571 Deputy Attorney General.

"Boscoville"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation sans capital-actions: le Révérend Père Albert Roger, C.S.C., aumônier, résidant et domicilié à Lisbourg, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, Rév. Père Jean Durand, C.S.C., professeur, résidant et domicilié à Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, Rév. Père Maurice Lafond, C.S.C., aumônier, résidant et domicilié à 430 est, rue Sherbrooke, Montréal, les deux derniers du district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et parfaire la ré-éducation et la réhabilitation physique, intellectuelle, morale, religieuse, familiale et sociale des jeunes garçons moralement abandonnés — délinquants ou considérés comme tels, — qui pourront lui être confiés soit par les autorités des Cours Juvéniles, soit par les parents eux-mêmes, tuteurs ou protecteurs de ces dits enfants, soit encore par tout gouvernement, toute municipalité, institution, société de protection, soit enfin par toute personne ayant le pouvoir de lui confier légalement les dits enfants;

Leur procurer, en outre, l'avantage de se perfectionner soit dans un métier agricole ou industriel, soit dans un cours d'étude approprié, en créant un milieu favorable à leur développement intégral et à leur apprentissage de la liberté, sous le nom de "Boscoville".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de \$100,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10572-o

L. DÉSILETS.

"Boscoville"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: the Reverend Father Albert Roger, C.S.C., chaplain, residing and domiciled at Lisbourg, county of Argenteuil, district of Terrebonne, Rev. Father Jean Durand, C.S.C., professor, residing and domiciled at Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, Rev. Father Maurice Lafond, C.S.C., chaplain, residing and domiciled at 430 Sherbrooke street East, Montreal, the two latter of the district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake and perfect the physical, intellectual, moral, religious, family and social re-education and rehabilitation of morally neglected young boys — delinquents or considered as such, — who may be confided to their care whether by the authorities of the Juvenile Courts, by the parents themselves, by tutors or guardians of the said children, or again by any government, municipality, institution, society of protection, or finally by any person having the power to legally intrust the said children;

Moreover, to procure for them the advantage of perfecting themselves either in an agricultural or industrial trade, or in a suitable course of studies, by creating for them an atmosphere favourable to their complete development and to their appreciation of freedom, under the name of "Boscoville".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

10572-z

"Canadian Transmission Tower Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1945, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Clifford George Meek et Ernest William Mockridge, teneurs de livres, et Cecil Bruce Cooke et John Lawrence McCrory, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger, exercer et entreprendre, soit comme mandants ou comme agents et dans aucune et toutes de leurs spécialités respectives et par aucun moyen ou manière quelconque, les commerces, métiers et activités de travailleurs en métal, maître de forge, lamineurs d'acier et de fer en aucune et toutes formes, produits, commodités ou articles de toutes sortes, convertisseurs d'acier, lamineurs de métal en feuilles et de rails, fondeurs et finisseurs en fer, acier, aluminium, cuivre et bronze, fabricants d'outils, machinistes, propriétaires et opérateurs de boutiques de machinerie, propriétaires de moulins, fabricants, plaqueurs d'étain, fabricants de plaques d'étain, travailleurs d'étain et de cuivre, travailleurs d'acier de construction, travailleurs, finisseurs et ajusteurs, et relativement à ceux ache-

"Canadian Transmission Tower Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1945, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Clifford George Meek and Ernest William Mockridge, bookkeepers, and Cecil Bruce Cooke and John Lawrence McCrory, secretaries, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, whether as principals or as agents, and in any and all of their respective branches and in any way or manner whatsoever, the businesses, trades and activities of metal workers, iron master, rollers of steel and iron into any and all forms, products, commodities or articles of every kind, steel converters, sheet metal and rail rollers, iron, steel, aluminum, copper and brass foundries and finishers, tool makers, machinists, machine shop owners and operators, millwrights, fabricators, tinplaters, tinplate makers, tin and copper smiths, structural steel workers, processors, finishers and trimmers, and in this connection to buy, sell, import, export, smelt, prepare, convert, roll, plate, work, refine, manufacture, fabricate, assemble, produce, deliver, install, cons-

ter, vendre, importer, exporter, fondre, préparer, convertir, laminer, plaquer, travailler, raffiner, fabriquer, assembler, produire, délivrer, installer, construire, ériger, exploiter, donner le service, surveiller, emmagasiner, utiliser, louer, arrenter, échanger ou autrement faire le commerce par aucun moyen ou manière quelconque, d'aucun et de toutes sortes de métaux, alliages et leurs composés du minéral au produit fini, et le travail de métaux de structure dans toutes leurs différentes spécialités, d'outillage du génie, électrique, mécanique, métallurgique, chimique et hydraulique, machinerie, instruments, matériel roulant, appareils, dispositifs, pièces, accessoires et quincaillerie de toutes sortes, et d'articles, effets et marchandises dans lesquels les métaux sont ou peuvent être utilisés, sous le nom de "Canadian Transmission Tower Company Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10573

L. DÉSILETS.

"Catherine Robert Limited"

"Catherine Robert Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1945, constituant en corporation: Catherine Robert, fabricant, Armand Robert, fabricant, et Dame Marie Marcoux, veuve de David Robert, rentière, tous de Deschambault, comté de Portneuf, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros et en détail, l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturiers, de fabricants, travailleurs, entreposeurs, acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, agents, agents à commission, courtiers, distributeurs, représentants, négociants de fleurs, feuillages, végétations et plantes artificielles, d'ornements et garnitures de chapeaux, et de bibelots de décoration, sous le nom de "Catherine Robert Limited" — "Catherine Robert Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Deschambault (Cté Portneuf), dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10574-o

L. DÉSILETS.

"Cercle Paroissial Ste-Gertrude"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juin 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Hector Lamarre, employé de bureau, Germain Chapdelaine, instituteur, et Léo Rousseau, comptable, tous trois domiciliés à Montréal-Nord, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Développer les relations amicales et sociales des jeunes gens de la paroisse de Ste-Gertrude;

Fournir aux membres de la société divertissements, récréations, organisations sportives

tract, erect, operate, service, supervise, store, use, lease, hire, exchange or otherwise deal, in any way or manner whatsoever, in any and all kinds of metals, metal alloys and their compounds from the ore to the finished product, and structural metal work in all the various branches thereof, and engineering, electrical, mechanical, metallurgical, chemical and hydraulic quipment machinery, implements, rolling stock, appliances, devices, parts, accessories and hardware of all kinds, and goods, wares and merchandise in which metals are or may be used, under the name of "Canadian Transmission Tower Company Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10573-o

Deputy Attorney General.

"Catherine Robert Limited"

"Catherine Robert Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1945, incorporating: Catherine Robert, manufacturer, Armand Robert, manufacturer, and Dame Marie Marcoux, widow of David Robert, annuitant, all of Deschambault, county of Portneuf, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the industry, business and trade of manufacturers, makers, workers, storers, purchasers, sellers, exporters, importers, agents, commission agents, brokers, distributors, representatives, merchants of artificial flowers, foliage, vegetation and plants, hat ornaments and trimmings and decorative knick-knacks, under the name of "Catherine Robert Limited" — "Catherine Robert Limitée" with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Deschambault (County Portneuf), in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10574

Deputy Attorney General.

✓ "Cercle Paroissial Ste-Gertrude"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Hector Lamarre, office employee, Germain Chapdelaine, teacher, and Léo Rousseau, accountant, all three domiciled at Montreal-North, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To develop friendly and social relations amongst the youth of the parish of Ste-Gertrude;

To provide the members of the society with amusements, recreation, sportive and instruc-

et instructives, sous le nom de "Cercle Paroissial Ste-Gertrude"

La valeur des biens immobiliers que la corporation pourra posséder sera de \$49,000.00

Le bureau de direction sera composé de douze membres.

Le siège social de la corporation sera dans la ville de Montréal-Nord, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10575-o

L. DÉSILETS.

"Collège Junior Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Isaac Babb, marchand, Stella Sbar Babb, épouse séparée de biens de Isaac Babb et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Walter Gasoi, marchand, et Helen Babb, épouse séparée de biens de Walter Gasoi et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de College Junior Reg'd comme une firme en exploitation;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des vestons, jupes, tuniques et blouses pour dames et demoiselles, vêtements de sport, robes, costumes, manteaux pour dames et enfants, et manufacturer des vêtements d'aucune description quelconque pour dames, sous le nom de "College Junior Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10576

L. DÉSILETS.

"Construction Kennebec Compagnie Limitée"
"Kennebec Construction Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1945, constituant en corporation: Pamphile Rodrigue, Josaphat Rodrigue, industriels, Gérard Thibaudeau, commerçant de bois, tous de Saint-Georges-de-Beauce district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux, exercer en général le commerce d'une compagnie de construction générale et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics ou privés, sous le nom de "Construction Kennebec Compagnie Limitée" — Kennebec Construction Company Limited", avec un capital total de \$49,900.00 divisé en 499 actions de \$100.00 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10577-o

L. DÉSILETS.

tive organizations, under the name of "Cercle Paroissial Ste-Gertrude".

The value of the immovable property which the corporation may possess will be \$49,000.

The board of directors will be composed of twelve members.

The head office of the corporation will be in the town of Montreal-North, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10575

Deputy Attorney General.

"Collège Junior Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Isaac Babb, merchant, Stella Sbar Babb, wife separate as to property of Isaac Babb, and duly authorized by him for these presents, Walter Gasoi, merchant, and Helen Babb, wife, separate as to property, of Walter Gasoi and duly authorized by him for these presents, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of College Junior Reg'd as a going concern;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "College Junior Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 common shares of a par value of \$100.00 each and 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10576-o

Deputy Attorney General.

"Construction Kennebec Compagnie Limitée"
"Kennebec Construction Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1945, incorporating: Pamphile Rodrigue, Josaphat Rodrigue, manufacturers, Gérard Thibaudeau, lumberman, all of Saint-Georges-de-Beauce, district of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and enter into contracts, build, execute, own and perform all kinds of works, carry on the general business of a general construction company and contractors for the building of public or private works, under the name of "Construction Kennebec Compagnie Limitée" — "Kennebec Construction Company Limited", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Georges, district of Beauce

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10577

Deputy Attorney General.

"Diesel and Precision Works Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1945, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, avocats, et Lewis A. Haber, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des moteurs diesels et tous genres généraux d'outillage automobile, outils de précision, moteurs, faire l'installation et entretenir tout outillage et tous appareils mécaniques et électriques, et le travail général à la machine de quelque nature que ce soit, sous le nom de "Diesel and Precision Works Ltd.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général.

10578

L. DÉSILETS.

"Dominion Packers Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, avocats, Harry Golden, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, élever et faire le commerce de bestiaux et animaux comprenant les moutons, agneaux et porcs;

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, négocier et faire le commerce de viandes abattues et préparées, comprenant les viandes fumées, en conserves, pressées et préparées et de tous produits et sous-produits découlant ou se rapportant aux opérations dudit commerce;

Abattre des bêtes à cornes et animaux de toutes sortes;

Manufacturer, emballer, vendre, négocier et faire le commerce d'engrais de toute sorte, nature et description;

Etablir, exploiter, manufacturer, négocier et faire le commerce de graisse, suif, huile, cuirs, laine, savon, colle et poudres à laver;

Manufacturer, négocier et faire le commerce de beurre, fromage, lard, œufs, volailles et peaux;

Faire toutes ces autres choses qui sont incidentes ou se rapportent aux buts ci-dessus— sous le nom de "Dominion Packers Limited", avec un capital total de \$499,000, divisé en 4,990 actions de \$100 chacun.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général.

10579

L. DÉSILETS.

"Finestone & Son Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Max Liverman et Leonard Liverman, tous deux avocats, Jack

"Diesel and Precision Works Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the third day of March, 1945, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, advocates, and Lewis A. Haber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To manufacture diesels and all general types of automotive equipment, precision tools, engines, installation and maintenance of any mechanical and electrical equipment and appliances, and general machining of whatsoever nature, under the name of "Diesel and Precision Works Ltd.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

L. DÉSILETS,

10578-o

Deputy Attorney General.

"Dominion Packers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, advocates, Harry Golden, bailiff, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, raise and deal in live stock and live cattle, including sheep, lambs and hogs;

To buy, sell, import, export, manufacture, trade and deal in slaughtered and dressed meats including smoked, canned, pressed and processed meats and all products and by-products arising out of or produced in the operation of the said business;

To slaughter cattle and animals of all kinds;

To manufacture, pack, sell, trade and deal in fertilizers of every kind, nature and description;

To establish, operate, manufacture, trade and deal in grease, tallow, oil, leather skins, wool, soap, glue and washing powders;

To manufacture, trade and deal in butter, cheese, lard, eggs, poultry and hides;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Dominion Packers Limited", with a total capital stock of \$499,000.00 divided into 4,990 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10579-o

Deputy Attorney General.

"Finestone & Son Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Max Liverman and Leonard Liverman, both advocates, Jack Klineberg, notary, all of the City and District

Klineberg, notaire, tous des cité et district de Montréal, province de Quebec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de descentes de bain en chenille, tapis de chenille, couvre-pieds en chenille, marchandises sèches, lainages, toutes sortes de fils, tissus textiles, marchandises en coton et en drap en général, exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre lesdites marchandises, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter les marchandises, objets et articles ci-dessus, sous le nom de "Finestone & Son Inc."; avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10580

L. DÉSILETS.

of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with Chenille Bath Mats, Chenille Rugs, Chenille Spreads, Dry Goods, woolens, all kinds of yarns, textile fabrics cloth and cotton goods generally, to carry on the business of manufacturing, buying and selling the said merchandise, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export the above goods, wares and merchandise, under the name of "Finestone & Son Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Fonderie de Magog, Ltée"
"Magog Foundry, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1945, constituant en corporation: Wilfrid Laroche, contracteur, Adalbert Côté, mouleur, Eugénie Rioux, secrétaire, tous de Magog, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir et assumer à toutes fins "as a going concern" les affaires et entreprises jusqu'ici faites et conduites en la ville de Magog et ailleurs par la Fonderie de Magog, avec tout l'actif et le passif de cette firme et en payer le prix au moyen d'actions acquittées, d'obligations ou autres valeurs de la Compagnie;

Fondre, manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, céder et installer, et faire le commerce de toutes sortes de métaux y compris le polissage de cuivre dans toutes ses spécialités, des équipements pour les services du gaz, d'électricité et d'égouts et pour la pose de fils électriques; la fonte du cuivre, la forge du fer-blanc et du cuivre, le placage, la plomberie et la pose d'appareils à vapeur de toutes sortes, y compris la fabrication du gaz, de compteurs d'eau et d'électricité ainsi que tous les travaux s'y rattachant, avec le droit de passer des contrats pour la fabrication, l'approvisionnement et la vente de tous les matériaux semblables et l'installation de toutes usines s'y rattachant;

Opérer un laboratoire de chimie et de physique pour l'étude des métaux; exercer l'industrie de fondeur; manufacturer et préparer autrement, acheter ou acquérir autrement, emmagasiner, transporter, disposer et généralement faire le commerce de métal antifriction, de cuivre, d'acier et leurs composés ou tous autres métaux, et tous les articles et choses utilisés dans leur fabrication et emploi;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou disposer autrement d'inventions pour les lignes de transmission et les appareils d'usines électriques, ameublements, agencements et équipements de toutes natures, nettoyeurs à vide, machines à laver, machines à frotter le plancher, machines à coudre et autres inventions pour épargner le travail et le temps, accessoires et équipements de maison et de bureau, et de fabrique, quincaill-

"Fonderie de Magog, Ltée"
"Magog Foundry, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1945, incorporating: Wilfrid Laroche, contractor, Adalbert Côté, moulder, Eugénie Rioux, secretary, all of Magog, district of St Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over for all purposes, as a going concern, the business and undertakings, until now engaged in and carried on in the town of Magog and elsewhere by the Magog Foundry, with all the assets and liabilities of said firm and to pay the price thereof by means of paid-up shares, bonds or other securities of the company;

To smelt, manufacture, produce, treat, purchase, sell, assign and intall and deal in all kinds of metals, including the polishing of copper in all the specialties thereof, equipment for gas, electricity and sewerage services, and for the laying of electric wires; the smelting of copper, forging of tin and copper, the plating, plumbing and fitting of steam apparatus of every kind, including the manufacturing of gas, of water and electricity meters and any work connected therewith, with right to enter into contracts for the manufacture, supply and sale of any similar materials and the installation of any plants connected with the same;

To operate a chemistry and physics laboratory for the study of metals; to carry on the business of founder; to manufacture and otherwise treat, purchase or otherwise acquire, store, transfer, dispose of and deal generally in anti-friction metal, copper, steel and the compounds thereof or any other metals, and any articles and things utilized in the manufacturing and use thereof;

To manufacture, purchase, sell, lease or otherwise dispose of inventions for transmission lines and apparatus for electric plants, furniture, necessities and equipment of every kind, vacuum cleaners, washing machines, floor-polishing machines, sewing machines, and other inventions for the saving of labor and time, household, office and factory supplies and equipment, hardware of every kind, machines and machine

lerie de toutes sortes, machines et approvisionnements pour les machines et exercer l'industrie de mécaniciens et forgerons;

Exécuter en général le commerce de plombier, poseurs d'appareils à vapeur, de mécaniciens pour l'installation d'appareils de chauffage, sanitaires, mécaniciens et électriciens et entrepreneurs généraux, manufacturiers et commerçants de toutes sortes de métaux et de tous matériaux et fournitures manufacturés avec des métaux ou s'y rapportant;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce, en général, en gros et en détail de ferronneries, quincailleries, machineries, bois, outillages de toutes sortes, armes à feu, poudre, munition, en général, de poêles, fournaies, calorifères, bouilloires, tuiles, baignoires, évier, amiante et tous les sous-produits d'amiante, tuyau en métal et ciment, en grès de toute nature, de toutes formes pour tous usages, nécessaires, accessoires de plomberie et ferblanterie, et tout ce qui se rapporte à ces genres de commerce et d'industrie, sous le nom de "Fonderie de Magog, Ltée" — "Magog Foundry, Ltd", avec un capital total de \$19,200.00, divisé en 192 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, dans le district de St-François, Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10581-o

L. DESILETS.

"Fonderie de Terrebonne Inc."
"Terrebonne Foundry Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Aurélien Noël, comptable agréé, Eileen Watson, secrétaire, fille majeure, Laurent Drouin, avocat, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, préparer, forger, fondre, couler, réparer, importer, exporter des bouilloires, engins, machineries, outils et toutes sortes d'articles en fer, cuivre, coppe, acier ou autres métaux et en faire commerce d'une façon générale en gros et en détail, sous le nom de "Fonderie de Terrebonne Inc." — "Terrebonne Foundry Inc.", avec un capital total de \$20,000.00 divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrebonne, dans le district de Terrebonne.

Date du bureau du procureur général, le quatorzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10582-o

L. DESILETS.

"Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mars 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Frank Joseph Kelland, marchand d'obligations, Robert Emmet Daly, ingénieur chimiste, George Harold Macdonnell Campbell, Kenneth Francis McNamee, avocats, Collingwood Bruce Brown, fils, ingénieur mécanicien, John Howard Pope, gérant, Aubrey Claude Shackell, comptable agréé, David Carlyle Ten-

supplies, and carry on business as mechanics and blacksmiths;

To carry on business generally as plumbers, steam-fitters, mechanics for installation of heating, sanitary apparatus, mechanics and electricians, and general contractors, manufacturers of and dealers in all kinds of metals and any materials and furnishings manufactured with metals or connected therewith;

To import, export, manufacture, purchase, sell, deal generally in, wholesale and retail, ironware, hardware, machinery, wood, equipment of every kind, firearms, powder, ammunition in general, stoves, furnaces, radiators, boilers, tiles, baths, sinks, asbestos and asbestos by-products, metal and cement and stone pipes of every kind, of any shape, for all uses, necessities, plumbing and tinware accessories and everything connected with such kind of business and trade, under the name of "Fonderie de Magog, Ltée" — "Magog Foundry, Ltd.", with a total capital stock of \$19,200, divided into 192 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, in the district of St Francis, Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,

10581

Deputy Attorney General.

"Fonderie de Terrebonne Inc."
"Terrebonne Foundry Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1945, incorporating: Aurélien Noël, chartered accountant, Eileen Watson, secretary, spinster, Laurent Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, prepare, forge, smelt, pour, repair, import, export boilers, engines, machinery, tools and all kinds of articles in iron, brass, copper, steel or other metals, and to deal generally with same both wholesale and retail, under the name of "Fonderie de Terrebonne Inc." — "Terrebonne Foundry Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Terrebonne, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,

10582

Deputy Attorney General.

"Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1945, incorporating without share capital: Frank Joseph Kelland, investment dealer, Robert Emmet Daly, chemical engineer, George Harold Macdonnell Campbell, Kenneth Francis McNamee, advocates, Collingwood Bruce Brown Jr., mechanical engineer, John Howard Pope, manager, Aubrey Claude Shackell, chartered acc't, David Carlyle Tennant, engineer, Allison Arthur Mariotti Walsh, lawyer, Frederic

nant, ingénieur, Allison Arthur Mariotti Walsh, avocat, Frederic Bennett Coppin, gérant de bureau, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les uts suivants:

Promouvoir le développement intellectuel, moral et social de toutes personnes fréquentant l'Université McGill comme étudiants sous-gradués ou gradués, sous le nom de "Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la compagnie peut posséder, est de cent mille (\$100,000) dollars.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
10583 L. DESILETS.

"Glenallan Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1945, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous deux de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, stagiaire, Clifford George Meek, teneur de livres, de la cité de Montréal, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Glenallan Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10584 L. DESILETS.

"H. Ravary & Frères, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Régis Ravary, rentier, de St-Clet, comté de Soulanges, J.-Denis Martin, comptable public, de Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, Hervé Ravary et Avila Ravary, marchands, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Bennett Coppin, office manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote the intellectual, moral and social development of all persons attending McGill University as undergraduate or graduate students, under the name of "Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess, is to be limited, is One Hundred Thousand (\$100,000.00) Dollars.

The head office of the Corporation will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1945.

L. DESILETS,
10583-o Deputy Attorney General.

"Glenallan Gold Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1945, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, bookkeeper, both of the City of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, bookkeeper, of the City of Montreal, and Cecil Bruce Cooke, secretary, of the City of Verdun, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Glenallan Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000.00, divided into 4,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1945.

L. DESILETS,
10584-o Deputy Attorney General.

"H. Ravary & Frères, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Régis Ravary, annuitant, of St-Clet, county of Soulanges, J.-Denis Martin, public accountant, of Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, Hervé Ravary and Avila Ravary, merchants, of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands généraux et de négociants, comme grossistes ou détaillants, d'épicerie, quincailleries, merceries, de chaussures, marchandises sèches, fournitures de maison, poêles, accessoires électriques, produits de la ferme et laitiers, bois de construction et de chauffage, accessoires pour constructeurs, fermiers et de toutes marchandises, articles et choses semblables et connexes;

Entretenir et exploiter des cottages et camps;

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie qui consiste à exploiter des fermes, sous le nom de "H. Ravary & Frères, Incorporée", avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 300 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10585-o

L. DESILETS.

To carry on, as wholesalers or retailers, the business of general merchants of and dealers in groceries, hardware, haberdashery, footwear, dry goods, household supplies, stoves, electrical accessories, farm and dairy products, timber and cordwood, builders', farmers' supplies and any merchandise, articles and things similar or incidental thereto;

To maintain and operate cottages and camps;

To carry on, in all the specialties thereof, the farming business, under the name of "H. Ravary & Frères Incorporée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Interprovincial Mining Corporation"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1945, constituant en corporation: Antoine-Bernard Hamelin, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité d'Outremont, Jean-Jacques Hamel, avocat, et Mademoiselle Marie-Anna Savard, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Interprovincial Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000.00, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10586

L. DESILETS.

"Interprovincial Mining Corporation"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1945, incorporating: Antoine-Bernard Hamelin, advocate and King's Counsel, of the City of Outremont, Jean-Jacques Hamel, advocate, and Miss Marie-Anna Savard, secretary, both of the City of Montreal, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Interprovincial Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Jolin Bourlamaque Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1945, constituant en corporation: Edgar Reginald Parkins, avocat et conseil en loi du Roi, Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, avocat, Cecil James Gagnier, Frederick David Lamont et Thomas Jefferson Rappell, tous trois secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Jolin Bourlamaque Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1945, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, Roslyn Maxwell Halladay DuBoyce, advocate, Cecil James Gagnier, Frederick David Lamont and Thomas Jefferson Rappell, all three secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie minière avec les pouvoirs stipulés dans l'article numéro 4 de la Loi des compagnies minières de Québec, c'est-à-dire:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches et les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Jolin Bourlamaque Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10587

L. DESILETS.

"Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1945, constituant en corporation: Leon Klein, Sam Hitzig, marchands, Edward S. Berger, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants et manufacturiers de toutes sortes de nouveautés et jouets, sous le nom de "Ken-Dor Novelty Mfg Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions;

Le nombre des actionnaires sera limité à douze et la compagnie sera une compagnie privée;

Aucune action ne sera transférée valablement sans le consentement préalable par écrit des directeurs, ce consentement devant être entré dans le livre des minutes de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10588

L. DESILETS.

"Les Marchands de l'Ouest, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de juin 1945, constituant en corporation: Philippe Lamarre, de la cité de Longueuil, Philippe Aubé, Jean Mercier, Yvan Mercure, tous avocats, et Liliane Renaud, sténographe, fille majeure, les quatre derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, en gros et en détail, de courtier en marchandises d'épicerie, viandes, volailles, poissons, bestiaux de ferme, vivants ou abattus, charcuterie, gibier, provisions, produits alimentaires, grains, fruits, légumes, comestibles,

To carry on the business of a mining company with the powers set out in Section Number 4 of the Quebec Mining Companies' Act, that is to say:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Jolin Bourlamaque Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Amos, in the District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1945.

L. DESILETS,

10587-o

Deputy Attorney General.

"Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of June, 1945, incorporating: Leon Klein, Sam Hitzig, merchants, Edward S. Berger, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of novelties and toys, under the name of "Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

No appeal shall be made to the public for subscription of shares;

The number of shareholders shall be limited to twelve and the company shall be a private company;

No shares of the company shall be validly transferred without the prior consent of the directors in writing, such consent to be entered in the Minute Book of the Company.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1945.

L. DESILETS,

10588-o

Deputy Attorney General.

"Les Marchands de l'Ouest, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1945, incorporating: Philippe Lamarre, of the city of Longueuil, Philippe Aubé, Jean Mercier, Ivan Mercure, all advocates, and Liliane Renaud, stenographer, spinster, the four latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business, wholesale and retail, of broker in groceries, meats, fowl, fish, cattle, whether live or slaughtered, pork, game, provisions, foodstuffs, grain, fruit, vegetables, eatables, canned goods, cleansers and housekeeping

produits en conserve, articles de nettoyage et d'entretien domestique, remèdes brevetés, colle, teintures, peintures, vernis, quincailleries, et tout ce qui peut faire l'objet du commerce d'épicerie et de boucherie en général et sous toutes ses formes, et faire l'importation et l'exportation des dits produits;

Manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'épicerie, café, thé, cacao, épices, poudre à pâte, essences, catsup, jus de fruits, gelée, moutarde, cirage, savon, composés pour laver, confiserie, articles, instruments et fixtures pour épiciers et bouchers, confiseurs, pharmaciens et autres commodités similaires, et tous autres produits et sous-produits qui sont inhérents ou incidents aux dits objets ou aucun d'eux;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, viandes, volailles, gibier, charcuterie, poissons de toutes espèces, produits alimentaires, provisions, pain, gâteaux, pâtisserie, grains, fruits, légumes, comestibles, produits en conserves, articles de nettoyage et d'entretien domestique, remèdes brevetés, colle, teintures, peintures, vernis, quincailleries, ainsi que tous autres effets et marchandises qui peuvent être compris dans les termes et commerces énumérés ci-dessus, sous le nom de "Les Marchands de l'Ouest, Incorporée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$20,000.00, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune et en 199 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10589-o

L. DÉSILETS.

"Leymar Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Aime Sydney Bruneau, avocat et conseil en loi du Roi, John Applin, commis, tous deux de la cité de Westmount, et Ethel Hartley, sténographe, (célibataire), de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des habits, vêtements et textiles de toute sorte et description, comprenant plus particulièrement les vêtements pour dames et enfants et les tissus utilisés dans la fabrication d'iceux et généralement en faire le commerce comme mandants, entrepreneurs ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Leymar Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10590

L. DÉSILETS.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Chicoutimi"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1945,

supplies, patent medicines, glue, dyes, paint, varnish, hardware, and everything that may be included in a grocer or butcher business in general and in all lines of same, and to import and export the said products;

To manufacture, refine, buy, sell and deal in groceries, coffee, tea, cocoa, spices, baking powder, flavorings, ketchup, fruit juices, jelly, mustard, wax, soap, washing compounds, confectionery, articles, instruments and fixtures for grocers and butchers, confectioners, druggists and other similar commodities, and all other products and by-products which are connected with or incidental to the said objects or any one thereof;

To buy, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, meats, fowl, game, pork, fish of all kinds, foodstuffs, provisions, bread, cakes, pastry, grain, fruit, vegetables, eatables, canned goods, cleansers and housekeeping supplies, patent medicines, glue, dyes, paint, varnish, hardware, as well as all other wares and merchandise which may be included in the terms and businesses above enumerated, under the name of "Les Marchands de l'Ouest, Incorporée".

The amount of joint capital stock of the company will be \$20,000, divided into 100 common shares of the par value of \$1 each and into 199 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10589

Deputy Attorney General.

"Leymar Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1945, incorporating: Aime Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, John Applin, clerk, both of the City of Westmount, and Ethel Hartley, stenographer, (unmarried), of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export clothing, garments and textiles of every kind and description including more particularly ladies' and children's wear and the materials used in the manufacture thereof and to deal in the same generally as principal, contractor or agent, wholesale or retail, under the name of "Leymar Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1945.

L. DÉSILETS,

10590-o

Deputy Attorney General.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Chicoutimi"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, to incorporate as a corporation

constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Gérard Lamontagne, journaliste, J.-Augustin Girard, professeur, et l'abbé André Laliberté, prêtre, tous de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir dans la cité de Chicoutimi les enfants, jeunes gens, jeunes filles et adultes dans un but de récréation, d'amusement et de culture; s'occuper de leur formation morale, sociale, nationale, physique, scientifique, artistique, professionnelle, athlétique et sportive;

Organiser des terrains de jeux et autres centres de formation et de récréation, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Chicoutimi".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.00, et les revenus annuels de \$10,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, P. Q.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10591-o

L. DESILETS.

"Louis Robert Limited"
"Louis Robert Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Armand Robert, de Deschambault, Louis Robert, manufacturiers, Claire Houde, couturière, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Robert, tous deux de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros et en détail, l'industrie, le négoce, et le commerce de manufacturier, fabricant, travailleur, entreposeur, vendeur, acheteur, exportateur, importateur, agent, agent à commission, courtier, distributeur, entrepreneur, négociant, de chapeaux pour dames, et d'accessoires de chapeaux pour dames, et d'ornements et articles de toilette, garnitures et ornements de robes, pendants, et boucles d'oreilles, et menus articles de toilettes et de bijoux pour dames, sous le nom de "Louis Robert Limited" — "Louis Robert Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,

10592-o

L. DESILETS.

"Mid-Town Dress Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1945, constituant en corporation: Alec Stutman, manufacturier, Ettie Frieberg, ménagère, épouse séparée de biens d'Alec Stutman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Albert Louis Stein, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter l'actif de Mid-Town Dress Inc. comme une firme en exploitation;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des vestons, jupes,

without share capital: Jean-Gérard Lamontagne, journalist, J.-Augustin Girard, professor, and the Rev. abbé André Laliberté, priest, all of the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To unite, in the city of Chicoutimi, the children, young men, young girls and adults for the purpose of recreation, amusement and culture; to undertake their moral, social, national, physical, scientific, artistic, professional, athletic and sportive training;

To organize play grounds and other centres of training and recreation, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Chicoutimi".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000, and the annual revenue \$10,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi, P. Q.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DESILETS,

10591

Deputy Attorney General.

"Louis Robert Limited"
"Louis Robert Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Armand Robert, of Deschambault, Louis Robert, manufacturers, Claire Houde, seamstress, wife separate as to property by marriage contract of Louis Robert, both of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail industry, trade and business of manufacturer, maker, worker, warehouseman, salesman, buyer, exporter, importer, agent, commission agent, broker, distributor of, contractor for and dealer in ladies hats, and hat accessories, toilet articles and ornaments, dress trimmings and ornaments, pendants, ear-rings, and small ware and costume jewellery for ladies, under the name of "Louis Robert Limited" — "Louis Robert Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DESILETS,

10592

Deputy Attorney General.

"Mid-Town Dress Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1945, incorporating: Alec Stutman, manufacturer, Ettie Frieberg, housewife, wife separate as to property of Alec Stutman, and duly authorized by him for these presents—and Albert Louis Stein, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase the assets of Mid-Town Dress Co. as a going concern;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets,

tuniques et blouses pour dames et demoiselles, vêtements de sport, robes pour dames et enfants, costumes, manteaux et manufacturer des vêtements d'aucune description quelconque pour dames;

Exercer le commerce de négociants à forfait importateurs, marchands de gros, détaillants et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres tissus d'aucune description quelconque, et à cette fin, faire toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Mid-Town Dress Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Que le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,
10593 L. DESILETS.

"Mindan Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Edgar Schwisberg, avocats, Ethel Schwisberg, fille majeure, tous d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, emballer, assembler, finir, acheter, vendre en gros et en détail et de toute autre manière négocier et faire le commerce de tous genres, types et sortes de bijouterie, sous le nom de "Mindan Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10594 L. DESILETS.

"National Hide Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1945, constituant en corporation: William Bushenbaum, vendeur, Celia Cohen, sténographe, et Rola Heller, commis, tous deux filles majeures, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme courtiers et marchands de peaux brutes, peaux, laine, crin et cuir; tanner, exploiter une tannerie, manufacturer, travailler, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de peaux brutes, peaux et cuirs de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, tanner, travailler, acheter et vendre des peaux brutes, peaux et cuir de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, travailler ou tanner ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de peaux brutes, peaux, cuirs et articles semblables, sous le nom de "National Hide Co. Ltd.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

skirts, jumpers and blouses sportswear, ladies and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers, and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any all other things appertaining to the same, under the name of "Mid-Town Dress Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 common shares of a par value of \$100.00 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1945.

L. DESILETS,
10593-o Deputy Attorney General.

"Mindan Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1945, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Edgar Schwisberg, advocates, Ethel Schwisberg, spinster, of the full age of majority, all of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, pack, assemble, finish, buy, sell, both wholesale and retail and in any other manner deal in and deal with all manner, types and classes of jewellery, under the name of "Mindan Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10594-o Deputy Attorney General.

"National Hide Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1945, incorporating: William Bushenbaum, salesman, Celia Cohen, stenographer, and Rola Heller, clerk, both spinsters, all of the City of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as broker and dealer of hides, skins, wool, hair and leather; to tan, operate a tannery, manufacture, process, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing, tanning, processing, buying and selling of hides, skins and leather of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of hides, skins, leather and similar goods, under the name of "National Hide Co. Ltd.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10595 L. DESILETS.

"Nets Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1945, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, tous deux avocats, Harry Golden, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, négocier et faire le commerce, importer ou exporter des filets pour poissons, lignes à pêche, ficelle et fil, sous le nom de "Nets Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

"Olier Lake Mines Company, Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de juin 1945, constituant en corporation: Camille Beaulieu, Léo Bureau, C.R., tous deux avocats, et Lorraine Lessard-Tremblay, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Paul-E. Tremblay, dûment autorisée aux fins des présentes par son époux, tous de Rouyn— comté Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les rochers ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais, par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Olier Lake Mines Company, Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$3,000,000.00, ledit capital-actions à être divisé en 3,000,000 de part à \$1.00 la part, valeur au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$300,000.00.

Les actionnaires de la compagnie projetée n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé au convenu de payer à la compagnie, pour chaque action.

Le siège social de la compagnie sera à la Chambre 12, Edifice Reilly, rue Principale, Rouyn, Cté Rouyn-Noranda, P. Q.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10597-0 L. DESILETS.

The head office of the Company will be at Quebec City, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10595-o Deputy Attorney General.

"Nets Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1945, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, both advocates, Harry Golden, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, trade and deal in, import or export fish nets, fish lines, twine and thread, under the name of "Nets Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10596-o Deputy Attorney General.

"Olier Lake Mines Company, Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June 1945, incorporating: Camille Beaulieu, Léo Bureau, K.C. both advocates, and Lorraine Lessard-Tremblay, secretary, wife separate as to property by marriage contract of Paul-E. Tremblay, duly authorized by her husband for the purposes hereof, all of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, semelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Olier Lake Mines Company, Limited" (No Personal Liability).

The amount of the capital stock of the company will be \$3,000,000, said capital stock to be divided into 3,000,000 shares of \$1 each, par value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is \$300,000.

The shareholders of the proposed company will incur no responsibility in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for each share.

The head office of the company will be at Room 12, Reilly Building, Principale street, Rouyn, County Rouyn-Noranda, P. Q.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10597 Deputy Attorney General.

"Ovila Allard & Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Ovila Allard, plombier, Paul Lamoureux, comptable, Jean-Paul Perrault, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme maîtres-plombiers, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, marchands, commerçants, importateurs et exportateurs en gros et détail de toutes sortes de commodités et appareils et choses relatives à la plomberie, au chauffage et la réfrigération, à la vaporisation et à l'ornementation de maisons, d'habitations, églises, écoles, couvents, collèges, salles publiques, usines, garages ou autres, bâtisses et constructions ou parties, acheter, louer ou autrement acquérir lesdits appareils, commodités et choses, les réparer, installer, transformer ou améliorer, les vendre, céder, transporter et les échanger ou autrement en disposer et exécuter les travaux relatifs au commerce proposé soit par soumission, à forfait ou à la journée, sous le nom de "Ovila Allard & Compagnie Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$15,000.00, divisé en 150 actions ordinaires de \$100.00 chacune, monnaie courante du Canada.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10598-o L. DESILETS.

"Princeton Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1945, constituant une corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, vêtements pour dames et messieurs, habits et fournitures d'aucune sorte et description et la matière première utilisée dans ou pour iceux, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Princeton Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10599 L. DESILETS.

"Reitsar Investments Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, C.R., Michael C. Herman, tous deux avocats, et Dame Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Ovila Allard & Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Ovila Allard, plumber, Paul Lamoureux, accountant, Jean-Paul Perrault, salesman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as master-plumbers, contractors, sub-contractors, merchants, traders, importers and exporters, wholesale and retail, of all kinds of commodities and apparatus and things connected with the plumbing, heating and refrigeration, steam generating and ornamentation of dwelling houses, churches, schools, convents, colleges, public halls, plants, garages or other buildings and constructions or parts thereof, to purchase, lease or otherwise acquire the said apparatus, commodities and things, repair, install, transform or improve the same, sell, assign, transfer, exchange same or otherwise dispose thereof and carry out any works connected with the proposed business, whether by tender, by the job or by the day, under the name of "Ovila Allard & Compagnie Limitée".

The amount of the capital stock of the company will be \$15,000, divided into 150 common shares of \$100 each, Canadian currency.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DESILETS,
10598 Deputy Attorney General.

"Princeton Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export, ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description, and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Princeton Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10599-o Deputy Attorney General.

"Reitsar Investments Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1945, incorporating: Louis H. Rohrliek, K.C., Michael C. Herman, both advocates, and Dame Libby Turner, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de biens immobiliers, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de biens immobiliers, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

Administrer et gérer des propriétés mobilières et immobilières;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains, immeubles et biens immobiliers de toute description, et développer, améliorer, exploiter et disposer toutes telles propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement; et ériger des maisons, édifices et autres constructions sur lesdites propriétés ainsi acquises; et vendre, louer, donner à bail, transférer, échanger, disposer et autrement faire le commerce de terrains, immeubles et biens immobiliers et des bâtisses dessus érigées, et disposer de toutes rues, carrés ou ruelles sur ces propriétés en faveur de toutes personnes ou municipalités à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenable, sous le nom de "Reitsar Investments Ltd.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 20 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10600 L. DESILETS.

"Sea Lines Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, avocats, Harry Golden, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, négocier et faire le commerce, en gros et en détail, de perches, moulinets, yeux, lignes de pêche, fils de pêche, fusils, armes à feu, munitions, fils pour la couture et aucun et tous autres articles de sport d'aucune sorte, nature ou description quelconque, sous le nom de "Sea Lines Incorporated", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10601 L. DESILETS.

"Styled Blouse Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Frank Pollack, manufacturier, de la cité de Montréal, Celia Cohen, sténographe, Sonya Gertin, teneuse de livres, et Rola Heller, commis, toutes filles majeures, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier et faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in, real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

Administer and manage property, moveable and immoveable;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise; and to erect houses, buildings, and other constructions on said real property so acquired; and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of, and otherwise deal with lands, real estate and immoveables, and the buildings thereon erected, and to dispose, of any streets, squares or lanes, on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit, under the name of "Reitsar Investments Ltd.", with a total capital stock of \$2,000.00 divided into 20 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10600-o Deputy Attorney General.

"Sea Lines Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1945, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, advocates, Harry Golden, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, trade and deal in, wholesale and retail, rods, reels, leaders, fishing line, fishing thread, rifles, fire arms, ammunition, sewing thread, and any and all other sporting goods of any kind, nature or description whatsoever, under the name of "Sea Lines Incorporated", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10601-o Deputy Attorney General.

"Styled Blouse Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Frank Pollack, manufacturer, of the City of Montreal, Celia Cohen, stenographer, Sonya Gertin, bookkeeper, and Rola Heller, clerk, all spinsters, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manu-

commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre des vêtements de toutes descriptions, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de blouses, robes de maison, jupes, robes et autres vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de "Styled Blouse Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10602 L. DESILETS.

"Universal Metal Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1945, constituant en corporation: Murray Kussner, Milton Klein, avocats, Harry Rodier, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, travailleurs et marchands de métaux, de produits en fer, acier, en bois et de quincaillerie, carrosses de poupée, traîneaux de poupée, boîtes d'allumettes, réceptacles pour papier de toilette, supports pour arbres de Noël, garde-robes de bébé, tricycles, brouettes-jouets, camions-jouets, cendriers, chaudières et pelles pour bébés, tire-lires, plaques pour poêles, fers à repasser-jouets, baguettes de rideaux et appliques, appareils électriques et accessoires d'aucune description;

Manufacturer et produire, et soit comme mandants ou agents, négocier et faire le commerce de tous articles se rapportant à ce commerce et les dispositifs, appareils et choses s'y rapportant;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie, métaux, et de produits en fer, acier et en bois;

S'occuper et entreprendre l'importation et l'exportation de métaux, d'articles et marchandises en fer, acier et en bois, et acheter et vendre ces marchandises, sous le nom de "Universal Metal Products Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10603 L. DESILETS.

"V-N. Knitting Mills Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juin 1945, constituant en corporation: Marcel Drouin, comptable, Eileen Watson, secrétaire, fille majeure, Laurent Drouin, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Filer, tisser, tricoter la laine, la soie, le coton et toutes autres substances naturelles ou artificielles pouvant faire l'objet de telles opérations;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter, teindre, préparer les substances désignées ci-haut ou autres semblables et leurs produits, tissus, vêtements, habillements, autres

facturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of women's and children's blouses, house-coats, skirts, dresses and other garments, under the name of "Styled Blouse Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1945.

L. DESILETS,
10602-o Deputy Attorney General.

"Universal Metal Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1945, incorporating: Murray Kussner, Milton Klein, advocates, Harry Rodier, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, workers and dealers in metal, iron, steel and wooden hardware products, doll carriage, doll sleigh, match box, toilet paper container, Christmas tree stand, baby's wardrobe, tricycle, toy wheel barrow, toy trucks, ash trays, baby's sand pail and shovel, money banks, hot plate stove frames, toy pressing irons, curtain rods and fixtures, electric appliances and accessories of every description;

To manufacture and produce, and either as principals or agents, trade and deal in and with any article belonging to any such business and appliances, apparatus and things in connection therewith;

To manufacture, purchase, sell and deal in hardware, metal, iron, steel and wooden products;

To enter upon and undertake the importing and exporting of metal, iron, steel and wooden goods and merchandise, and to buy and sell such goods, under the name of "Universal Metal Products Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this seventh day of June, 1945.

L. DESILETS,
10603-o Deputy Attorney General.

"V-N. Knitting Mills Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1945, incorporating: Marcel Drouin, accountant, Eileen Watson, secretary, spinster, Laurent Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To spin, weave, knit, wool, silk, cotton and any other natural or artificial substances capable of being the object of such operations;

To manufacture, purchase, sell, lease, import, export, dye, prepare the above designated substances, or similar ones, and the products thereof, materials, clothing, wearing apparel and other

effets et accessoires et faire à leur sujet toutes sortes d'opérations commerciales en gros ou en détail;

Faire le commerce des teintures et agir comme teinturiers, sous le nom de "V-N. Knitting Mills Ltd.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthier, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de juin 1945.

L'Assistant-procureur général,
10604-o L. DESILETS.

goods and accessories, and in connection therewith to carry on all kinds of business, whether wholesale or retail;

To deal in dyes and act as dyers, under the name of "V-N. Knitting Mills Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Berthier, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1945.

L. DESILETS,
10604 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Atlantic Steel Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour d'août 1945, à la compagnie "Atlantic Steel Company Limited", ratifiant un règlement de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$69,900 par la création de 4,990 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
10605 L. DESILETS.

"L. A. Moreau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de juillet 1945, changeant le nom de la compagnie "Bergemont Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 novembre 1944, en celui de: "L. A. Moreau Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10606-o L. DESILETS.

"La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de juillet 1945, à "La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance", augmentant les pouvoirs de ladite corporation en portant de \$50,000.00 à \$200,000. le montant des biens immobiliers que peut posséder celle-ci.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général,
10607-o L. DESILETS.

Supplementary Letters Patent

"Atlantic Steel Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of August, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Atlantic Steel Company Limited", ratifying a by-law of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$69,900.00, by the creation of 4,990 additional common shares of the par value of \$10.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1945.

L. DESILETS,
10605-o Deputy Attorney General.

"L. A. Moreau Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the thirtieth day of July, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Bergemont Construction Inc.", incorporated by letters patent bearing date November 23rd, 1944, to that of "L. A. Moreau Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10606 Deputy Attorney General.

"La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fourteenth day of July, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance", increasing the powers of the said corporation by increasing from \$50,000 to \$200,000 the amount of the immovable property which the said corporation may possess.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1945.

L. DESILETS,
10607 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, numéro 238079. Dame Jacqueline McLaughlin, épouse commune

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 238079. Dame Jacqueline McLaughlin, wife common as to pro-

en biens de Jean-Charles Lavigne, vendeur, des cité et district de Montréal, demanderesse, contre ledit Jean-Charles Lavigne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 23 août 1945.

Daté à Montréal ce trente août 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
10609-o Signé: CHAS.-H. DESJARDINS, c.r.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 238375. Dame Marie-Claire Martineau, épouse commune en biens de Paul-Émile Durocher, marchand, tous deux de Lachine, district de Montréal, demanderesse, vs Paul-Émile Durocher, de Lachine, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 septembre 1945.

Montréal, le 4 septembre 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
10631-o MAYRAND, DESLAURIERS
& TRÉPANIÉ.

Dame Victorine Tremblay, épouse de Georges Laframboise, constable, domiciliée à 12116 rue Ranger, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande de séparation de biens.

Montréal, 5 septembre, 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
10632-o PAUL MASSÉ.

party of Jean-Charles Lavigne, salesman of the City and District of Montreal, Plaintiff, vs the said Jean-Charles Lavigne, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on August 23rd., 1945.

Dated at Montreal, this 30th August, 1945.

Signed: CHAS.-H. DESJARDINS,
10609-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 238375. Dame Marie-Claire Martineau, wife common as to property of Paul-Émile Durocher, merchant, both of Lachine, district of Montreal, plaintiff, vs Paul-Émile Durocher, of Lachine, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 4th of September 1945.

Montreal, September the 4th 1945.

MAYRAND, DESLAURIERS
& TRÉPANIÉ,
10631-o Attorneys for plaintiff.

Dame Victorine Tremblay, wife of Georges Laframboise, constable, domiciled at 12116 Ranger street, city and district of Montreal, has taken an action for separation as to property against her husband.

Montreal, September 5th, 1945.

PAUL MASSÉ,
10632 Attorney for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 237875. Dame Anna Gazaille, épouse commune en biens de Joseph-Octave-Ramador Hogues, domiciliée et demeurant à Montréal-Nord, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par un jugement de l'Honorable Juge Alfred Savard en date du 16 août 1945, demanderesse, vs Joseph-Octave-Ramador Hogues, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 21 août 1945.

Montréal, le 31 août 1945.

Les Procureurs de la demanderesse,
10630-o JEAN & TAILLEFER.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 237875. Dame Anna Gazaille, wife common as to property of Joseph-Octave-Ramador Hogues, having her domicile and residing in Montreal-Nord, district of Montreal, duly authorized to plead by a judgement of Justice Alfred Savard, dated August the 15th, 1945, plaintiff, vs Joseph-Octave-Ramador Hogues, of the same place, defendant.

An action in separation as to bed and to property has been instituted in this case on the 21st day of August 1945.

Montreal, August the 31st, 1945.

JEAN & TAILLEFER,
10630-o Attorneys for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 3499

—
Québec, le 1er septembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie,

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Number 3499

—
Quebec, September 1st, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING modifications to the decree relating to the hardware and paint trades in the City of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware and paint trades in the City of

ferronnerie et peinture dans la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090, du 7 mars 1940 et amendements, ont présenté au ministre du Travail, une requête à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 juin 1945;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU que par décision rendue à sa séance du 10 juillet 1945, le Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête, à l'exception de celles se rapportant aux classifications professionnelles de gérant et d'assistant-gérant;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1090 soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "b" de l'article I est amendé en ajoutant après les mots "la cité de Québec", les mots: "la cité de Lévis et la ville de Lauzon".

2° Le paragraphe "f" de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"f.—1.—Le terme "chef-comptable" (avec ou sans diplôme) désigne l'employé qui a le contrôle ou la surveillance de la comptabilité d'un établissement régi par le présent décret.

2.—Le terme "premier-commis-à-la-vente" désigne le commis qui, dans un établissement régi par le présent décret, en plus de ses fonctions comme commis, est chargé de s'occuper, soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant, des achats de marchandises, de la vérification des factures, de la fixation du prix de vente et de la direction et de la surveillance du personnel préposé à la vente.

3.—Le terme "premier-commis-à-la-réception-et-à-l'expédition" désigne le commis dont la fonction consiste à s'occuper de la réception, de l'expédition, du déballage, de l'étiquetage et de l'entreposage des marchandises et à diriger et surveiller le personnel chargé de faire ce travail, soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant.

4.—Le terme "premier-commis-aux-commandes" désigne le commis dont le travail consiste, dans un établissement régi par le présent décret, à recevoir les commandes, à voir à ce qu'elles soient exécutées et à diriger et surveiller le personnel chargé de leur exécution, soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant."

3° Le paragraphe "g" de l'article III est amendé en remplaçant au commencement de ce paragraphe le chiffre "\$26.00" par "\$35.00".

4° Le paragraphe "i" de l'article III est remplacé par le suivant:

"i.—Tout employé régulier a droit à une semaine de vacances payées chaque année, après une (1) année complète de service dans le même établissement commercial ou entreprise privée ou pour le même employeur. Les vacances doivent être données entre le 1er juin et le 31 octobre."

5° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article IV sont radiés et remplacés par les suivants:

"a.—1. Chef-comptable	\$32.50
2. Premier-commis à la vente.	33.25
3. Premier-commis-à-la-réception et à l'expédition ..	28.20
4. Premier-commis-aux-commandes	30.75
b.—Livreur	25.95
c.—Aide-livreur (moins de 21 ans) ..	16.35
" " (21 ans et plus) ..	18.90"

Quebec, rendered obligatory by decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* on the 9th of June 1945;

WHEREAS objections were set forth against the said petition and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS, by a decision taken at its meeting of July 10, 1945, the Regional War Labour Board for Quebec has approved the provisions of the said petition, excepting those pertaining to the professional classifications of manager and assistant-manager;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 1090 be amended in the following manner:

1. Subsection "b" of section I is amended by adding after the words "the city of Quebec", the words: "the city of Lévis and the town of Lauzon".

2. Subsection "f" of section II is deleted and the following substituted therefor:

"f.—1.—The words "chief-accountant" (with or without diploma) designate the employee who controls or supervises the book-keeping of an establishment governed by the present decree.

2.—The words "head sales clerk" designate the clerk who is committed, in an establishment governed by the present decree, besides his functions as clerk, whether alone or jointly with the employer or manager, to the purchase of merchandise, the checking of bills, the establishing of selling prices, the direction and supervision of the sales staff.

3.—The words "receiving and shipping head clerk" designate the clerk whose functions consist in receiving, shipping, unpacking, labelling and storing of goods, and in directing and supervising the employees committed to such work, whether alone or jointly with the employer or the manager.

4.—The words "order head clerk" designate the clerk whose functions consist, in an establishment governed by the present decree, in taking in orders, seeing to it that they be filled and in directing and supervising the employees committed to the said orders, whether alone or jointly with the employer or the manager."

3. Subsection "g" of section III is amended by replacing at the beginning of said subsection, the figure "\$26.00" by: "\$35.00".

4. Subsection "i" of section III is replaced by the following:

"i.—Every regular employee is entitled, each year, to one week's vacation with pay, after having completed one year's service in the employ of the same commercial establishment, private concern or employer. Such holidays shall be granted between the 1st of June and the 31st of October."

5. Subsections "a", "b" and "c" of section IV are deleted and replaced by the following:

"a.—1. Chief-accountant	\$32.50
2. Head sales clerk	33.25
3. Receiving and shipping head clerk	28.20
4. Order head clerk	30.75
b.—Delivery man	25.95
c.—Delivery man's helper (under 21 years of age)	16.35
" " (21 years of age, and over) ..	18.90"

6° Les paragraphes "f", "g", "h" et "i" de l'article IV sont amendés en remplaçant tous les taux de salaire mentionnés auxdits paragraphes pour les 5ième, 6ième, 7ième, 8ième et 9ième années, par les suivants:

f.—	Durant la 5ième année	\$22.40
	Durant la 6ième année	24.70
	Durant la 7ième année	27.00
	Durant la 8ième année	28.75
	Durant la 9ième année	30.50
g.—	Durant la 5ième année	\$22.40
	Durant la 6ième année	24.15
	Durant la 7ième année	25.85
	Durant la 8ième année	28.15
	Durant la 9ième année	30.50
h.—	Durant la 5ième année	\$22.40
	Durant la 6ième année	23.00
	Durant la 7ième année	23.55
	Durant la 8ième année	24.70
	Durant la 9ième année	25.85
i.—	Durant la 5ième année	\$22.40
	Durant la 6ième année	23.55
	Durant la 7ième année	24.70
	Durant la 8ième année	26.45
	Durant la 9ième année	28.15

7° Le paragraphe "j" de l'article IV est amendé en ajoutant au commencement dudit paragraphe, après les mots "mentionnés aux paragraphes", les mots suivants: "a-1, a-2, a-3, a-4".

8° Le paragraphe "p" de l'article IV est amendé en remplaçant les mots et chiffres "Employé senior ... \$23.60" par les suivants: "Employé senior âgé de 25 ans et plus ... \$26.00".

9° Le paragraphe "q" de l'article IV est amendé en remplaçant le chiffre "\$20.45" par "\$22.50".

10° Le paragraphe "x" suivant est ajouté à l'article IV:

"x.— L'employeur est le seul juge de celui qui doit être nommé premier commis dans chaque département, ou chef-comptable. Toutefois, même si l'employeur ne le désignait pas premier commis ou chef-comptable, l'employé qui accomplit tel travail peut être classifié comme tel et avoir droit au salaire prévu par sa classification."

11° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article V:

"En même temps qu'il remet son salaire à l'employé, l'employeur doit lui fournir un état détaillé du salaire et des déductions ou retenues faites sur ce salaire, pour la période de paye."

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

10620-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3500

Québec, le 1er septembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministère du Travail, une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Canadian Welding Works Limited"; "A. & S. Architectural Iron Works"; "Montreal Metal-

6. Subsections "f", "g", "h" and "i" of section IV are amended by replacing all rates of wages mentioned in the said subsections for the 5th, 6th, 7th, 8th and 9th year, by the following:

f.—	During the 5th year	\$22.40
	During the 6th year	24.70
	During the 7th year	27.00
	During the 8th year	28.75
	During the 9th year	30.50
g.—	During the 5th year	\$22.40
	During the 6th year	24.15
	During the 7th year	25.85
	During the 8th year	28.15
	During the 9th year	30.50
h.—	During the 5th year	\$22.40
	During the 6th year	23.00
	During the 7th year	23.55
	During the 8th year	24.70
	During the 9th year	25.85
i.—	During the 5th year	\$22.40
	During the 6th year	23.55
	During the 7th year	24.70
	During the 8th year	26.45
	During the 9th year	28.15

7. Subsection "j" of section IV is amended by adding at the beginning of the said subsection, after the words "mentioned in subsections", the following words: "a-1, a-2, a-3, a-4".

8. Subsection "p" is amended by replacing the words and figures "Senior employee \$23.60" by the following: "Senior employee, 25 or over 25 years of age ... \$26.00".

9. Subsection "q" of section IV is amended by replacing the figure "\$20.45" by "\$22.50".

10. The following subsection "x" is added to section IV:

"x.— The employer shall be the one to decide which employee is to be appointed head clerk in each department, or chief-accountant; however, even if the employer does not appoint a head clerk or chief accountant, the employee accomplishing such work may be classified as such and receive the salary provided for his classification."

11. The following paragraph is added to section V:

"Together with the salary, the employer shall remit to the employee, for the pay period, a complete statement of the latter's salary and the deductions or withholdings made upon that salary."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

10620-o

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3500

Quebec, September 1st, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the contracting parties hereinafter mentioned have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Canadian Welding Works Limited; A. & S. Architectural Iron Works; Montreal Metal-

worked Products"; "Montreal Architectural Iron Works Ltd"; "Forgeweld Iron Works Ltd"; A. Faustin Ltée; Tremblay & Boucley; "The Robert Mitchell Company Ltd"; "Vulcan Steel Ltd", de la cité de Montréal,

ET, D'AUTRE PART:

Le local numéro 2366 de "The United Steelworkers of America", de la cité de Montréal, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 juin 1945;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les dispositions de ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des employeurs intéressés de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 21 août 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 juin 1945.

I.— *Jurisdiction*: — a.— *Jurisdiction industrielle*: Le présent décret régit toute fabrication, transformation, opération et montage: a) de métal ouvré pour fins industrielles et de construction, à l'exception des charpentes métalliques de bâtiments; b) de constructions architecturales au moyen de métaux d'ornementation pour fins architecturales ou utilitaires, comprenant, entre autres, les articles métalliques suivants:

- 1.— Portes, châssis et seuils;
- 2.— Escaliers, échelles de sauvetage ou autres et coursives;
- 3.— Clôtures, barrières et balcons;
- 4.— Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
- 5.— Grilles, garde-fenêtres, cages et divisions.

b.— *Jurisdiction professionnelle*: — Le présent décret régit les salariés travaillant dans les usines situées dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

c.— *Jurisdiction territoriale*: — La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal, l'île Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

II.— *Taux de salaires*: — Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Mécanicien	\$0.90
Ajusteur	0.80
Forgeron	0.80
Aide (usine ou chantier)	0.70
Soudeur	0.70
Monteur	0.90

Products; Montreal Architectural Iron Works Ltd; Forgeweld Iron Works Ltd; A. Faustin Ltée; Tremblay & Boucley; the Robert Mitchell Company Ltd; Vulcan Steel Ltd, of the City of Montreal,

And, ON THE OTHER PART:

Union local number 2366 of The United Steel Workers of America, of the City of Montreal, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on June 23, 1945.

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act, concerning the publication of notices have been duly observed;

WHEREAS no objection against the said request has been set forth;

WHEREAS, the Regional War Labour Board for Quebec, by a decision taken at its meeting of August 21, 1945, has approved the provisions of the said request and ordained to each and every employer concerned to abide by them;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

THAT the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on June 23, 1945.

1.— *Jurisdiction*: — a.— *Industrial jurisdiction* — The present decree shall govern the manufacture, processing, fabrication and erection of: a) industrial and building metalwork with the exception of the structural steel framing for buildings; b) architectural work in all metals used for ornamentation, architecturally or for utilitarian purposes, including, but not necessarily restricted to the following specific items in metal:

- 1.— Doors, frames and sills;
- 2.— Stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
- 3.— Railings, gates and balconies;
- 4.— Protection guards, curb angles, hole and pit frames and covers;
- 5.— Grilles, window guards, cages and partitions.

b.— *Professional jurisdiction*: — The present decree governs the employees working in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in subsection "a" of the present section.

c.— *Territorial jurisdiction*: — The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St. Jean and Iberville.

II.— *Rates of Wages*: — The minimum rates of wages shall be the following for each of the following classifications:

Trades	Hourly rates
Mechanics	\$0.90
Fitters	0.80
Blacksmiths	0.80
Helpers (shops or field)	0.70
Welders	0.70
Erectors	0.90

Remarque: — Il est permis aux mécaniciens et aux ajusteurs d'exécuter tout travail de forgeron ou de soudeur qui puisse être nécessaire, sans être obligés d'obtenir un certificat de qualification dans ce métier; lorsqu'ils exécutent tel travail, ils doivent être rémunérés aux taux du mécanicien ou de l'ajusteur, selon le cas.

Cependant les salariés qui exécutent exclusivement ou la majeure partie de leur temps du travail de soudeur ou de forgeron doivent se procurer un certificat de qualification dans ces métiers.

III. — Durée du travail: — a. — La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le samedi, le travail est réparti entre 8.00 a.m. et midi.

b. — La durée hebdomadaire du travail des équipes de nuit est de quarante-quatre (44) heures et la durée journalière de travail est de huit (8) heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 6.00 p.m. et 5.00 a.m.; le samedi, entre 6.00 p.m. et minuit.

IV. — Travail supplémentaire: — a. — Tout travail exécuté en plus de la durée régulière de huit (8) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi ou de la durée de quatre (4) heures, le samedi de même que celui exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël, les dimanches et pendant toute période autre que celles mentionnées à l'article III du présent décret est considéré comme travail supplémentaire.

b. — Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail énumérées ci-haut, peut être fait à toute autre période de la journée pourvu que l'employeur se soit assuré que tous les salariés qualifiés disponibles sont actuellement employés. Tel travail est sujet à l'échelle de salaires établie par le décret.

c. — L'heure légale est l'heure normale ou l'heure avancée, le tout en conformité avec l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V. — Paiement du travail supplémentaire: — a. — Tout travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi, basé sur le taux régulier. Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël et les dimanches doit être payé au taux de salaire double.

b. — Les salariés faisant partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de 10% en plus des taux établis pour le travail de jour.

VI. — Pension, logement, transport: — La pension, le logement et les frais de transport doivent être payés par l'employeur au salarié obligé de travailler en dehors de la cité de Montréal et de résider temporairement ailleurs qu'à son foyer; le temps de déplacement doit être payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus de huit (8) heures de déplacement ne doivent être payées dans un jour de calendrier.

VII. — Les salariés requis de travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux le plus élevé.

VIII. — Travail à la pièce: — Les contrats intervenus entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce, à con-

Provisio: — Mechanics and fitters may execute such welding work or blacksmithing work as may be necessary without obligation to possess a card of competency in such trade, and when so employed they shall be remunerated as mechanics or fitters, as the case may be.

When, however, workmen are engaged exclusively or for the greater part of their time on welding operations or as blacksmiths, they shall be obliged to secure a card of competency in such employment.

III. — Duration of labour: — a. — The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours and distributed as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, from 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.; on Saturday, from 8.00 a.m. to noon.

b. — The weekly duration of labour of night shifts shall be forty-four (44) hours and the daily duration of labour shall be eight (8) hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 6.00 p.m. and 5.00 a.m.; and between 6.00 p.m. and 12.00 (midnight) on Saturday.

IV. — Overtime work. — a. — Any work exceeding the 8-hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or 4 hours on Saturday and that performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays and in any period of the day outside those mentioned in section III of the present decree, shall be considered as overtime work.

b. — All special or urgent work which, for sufficient reason, cannot be performed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done in other periods of the day, providing the employer has enquired if all the available skilled labour is presently employed. Such work shall be subject to the scale of wages as set forth in the decree.

c. — The legal time shall be Standard or Daylight Saving Time depending on which time may be in force in the locality where the work is performed.

V. — Overtime rate — a. — All overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates. Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays, shall be paid double time.

b. — Employees working on night shifts shall be paid a premium of 10% in excess of the above day rates.

VI. — Board, room and travelling expenses: — Board, room and travelling expenses shall be paid by the employer to the employee, having to work outside the city of Montréal and to live temporarily away from his home; travelling time shall be paid at the prorata of from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. But, not more than eight (8) hours of travelling shall be paid in one calendar day.

VII. — The employees required to work temporarily in a classification of a lower rate than their usual class shall receive the higher rate.

VIII. — Piecework. — All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed

trat ou à taux fixe sont de nul effet et strictement défendus.

IX.— *Apprentissage*: — a.— Les apprentis-mécaniciens dans l'usine doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens:

1er semestre.....	25%
2ième semestre.....	30%
2ième année.....	45%
3ième année.....	60%
4ième année.....	75%

b.— Les apprentis-mécaniciens dans l'usine ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après l'âge de vingt et un (21) ans, sauf s'il s'agit des militaires licenciés. Quatre (4) années constituent la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti doit avoir travaillé pendant deux cent huit (208) semaines. Il est permis d'avoir un (1) apprenti pour chaque groupe de sept (7) ouvriers travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept (7) ouvriers, il lui est quand même permis d'avoir un (1) apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis et la rémunération pour tel travail sont les mêmes que celles des compagnons.

c.— Au terme de la période de leur apprentissage, le Comité paritaire détermine la catégorie à laquelle ils doivent appartenir et un avis spécial est émis à cet effet.

X.— *Vacances payées*: — a.— Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder une semaine de vacances payées à tout salarié ayant fourni une année de services ininterrompus.

b.— Les vacances payées peuvent également être accordées en donnant au salarié un jour de congé à chaque deux mois de services, jusqu'à concurrence de 6 jours pour une même année.

c.— *Avis de congé*: — Les vacances sont prises dans les périodes convenant le mieux à l'employeur; cependant, les salariés doivent en être avertis quinze (15) jours à l'avance.

XI.— Le salaire du salarié doit lui être remis dans une enveloppe scellée devant contenir les détails suivants:

- 1.— Les nom et prénom du salarié;
- 2.— La date de la période de paie;
- 3.— Les déductions faites;
- 4.— Le montant contenu dans l'enveloppe.

Ladite enveloppe doit être initialement par la personne qui fait la paie. Si les salaires sont payés par chèque ou au moyen d'un dépôt à la banque, au crédit du salarié, les mêmes détails doivent être mentionnés sur le chèque, sur le talon du chèque ou sur une fiche qui doit être remise au salarié avec sa paie.

XII.— *Durée du décret*: — Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date.

XIII.— Le présent décret est mis à exécution par le Comité conjoint des matériaux de construction dont le siège social est situé à Montréal.

A. MORISSET,

10621-o

Greffier du Conseil Exécutif.

price shall be invalid and strictly forbidden.

IX.— *Apprenticeship*: — a.— Apprentice - mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanic's rates of wages:

1st 6 months.....	25%
2nd 6 months.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

b.— Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before having 16 years of age or after 21, except in the case of those honourably discharged from the armed forces. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period meaning that each apprentice shall have to work during two hundred and eight (208) weeks. One (1) apprentice shall be allowed to each group of seven (7) workmen working in a shop. If an employer has less than seven (7) workmen, he still may have one (1) apprentice. Overtime hours and overtime pay for apprentices shall be the same as those of journeymen.

c.— At the completion of their apprenticeship period, the Parity Committee shall determine in which category they shall be classified and a special notice shall be issued accordingly.

X.— *Vacations with pay*: — a.— *Holiday*: — One week's holiday with pay shall be granted by the employers to every employee who has worked continuously for one year.

b.— A vacation with pay may be granted also by giving one day holiday for each 2 months of service up to 6 days for a same year.

c.— *Notice of holidays*: — Holidays are given in that time most convenient to employers, but employees must be notified fifteen (15) days in advance.

XI.— Employee's wages must be paid in a sealed envelope in which shall be indicated the following particulars:

- 1.— the name and surname of the employee;
- 2.— the date of the pay period;
- 3.— the deductions made;
- 4.— the amount contained in the envelope.

Said envelope shall be initialed by the person who makes the pay. If the wages are paid by cheque or by means of a deposit to the credit of an employee at a bank, the same particulars must be stated on the cheque, on the counterfoil of the cheque or on a voucher which shall be remitted to the employee with his pay.

XII.— *Duration of the decree*: — The present decree shall come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective for a period of one year from that date.

XIII.— The present decree shall be administered by the Building Materials Joint Committee, whose corporate seat is in Montreal.

A. MORISSET,

10621-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de St-Dominique-du-Rosaire", en date du 2 juillet

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de St-Dominique-du-Rosaire",

1945, dont le siège social est à St-Dominique-du-Rosaire, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 août 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10612-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Victoriaville et du District d'Arthabaska", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 août 1945.

Le siège social de la société précitée est situé à Victoriaville, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10614-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Contremaitres Employés par la Cité de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le trente et un août 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10615-o JEAN BRUCHÉSI.

TRIVICOUR GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement N° 6

Règlement pour changer le siège social

Attendu que le siège social de la compagnie Trivicour Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) est présentement à 4516 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, province de Québec.

Et attendu qu'il a été jugé nécessaire qu'il soit transporté au village de Senneterre, dans le comté d'Abitibi, dans ladite Province.

En conséquence, la compagnie Trivicour Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) décrète ce qui suit:

1° Que le siège social de la compagnie Trivicour Gold Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle) est, par les présentes, changé de 4516 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, province de Québec, audit village de Senneterre, Hôtel Senneterre.

Décreté ce 27ième jour de janvier 1941.

Le Président,
(Sceau) JAMES McKEOWN.
Le Secrétaire,
10616 M. O. INGLIS.

La formation d'une société, sous le nom de "Turcot Engineering Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 juillet 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 1854 rue de Biencourt, Montréal district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10633-o JEAN BRUCHÉSI.

under date the second day of July, 1945, whereof the head office is at St-Dominique-du-Rosaire, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of August, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10612 Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Victoriaville et du district d'Arthabaska", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on August 20th, 1945.

The principal place of business of the said association is at Victoriaville, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
10614 Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Contremaitres Employés par la cité de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on August 31st, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
10615 Under Secretary of the Province.

TRIVICOUR GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law No. 6

By-Law changing the head office

Whereas the head office of Trivicour Gold Mines Limited (No Personal Liability) now is at 4516 St. Catherine Street West, in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

And whereas it has been deemed expedient that the same should be changed to the Village of Senneterre, in the County of Abitibi, in the said Province.

Therefore Trivicour Gold Mines Limited (No Personal Liability) enacts as follows:

1. That the head office of Trivicour Gold Mines Limited (No Personal Liability) is hereby changed from 4516 St. Catherine Street West, in the City of Montreal, in the Province of Quebec, to the said village of Senneterre, Hotel Senneterre.

Enacted this 27th day of January, 1941.

JAMES McKEOWN,
(Seal) President.
M. O. INGLIS,
10616-o Secretary.

The formation of an association, under the name of "Turcot Engineering Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 24th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 1854 de Biencourt street, Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
10633 Under Secretary of the Province.

PRESIDENTS D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le grand Sceau, de faire les nominations suivantes:

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by commission under the Great Seal, the persons whose names follow:

District électoral Electoral District	Noms Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Gaspé-Nord.	Mercier, J.-René.	Professeur-Professor.	St-Joachim-de-Tourelle (Gaspé)
Joliette.	Fontaine, Jean.	Notaire-Notary.	Joliette
Chambly. (1)	Lamarre, Marc.	Avocat — Advocate.	Longueuil
Stanstead. (2)	Gérin, Antoine.	Avocat — Advocate.	Coaticook

(1) En remplacement de M. Philippe Lamarre démissionnaire.— Replacing Mr. Philippe Lamarre retired.

(2) En remplacement de M. Olivier Tourigny démissionnaire.— Replacing Mr. Olivier Tourigny retired.

Le présent avis est donné conformément à l'article 19, de la Loi électorale de Québec.

Le Président général des élections,
10635-o FRANÇOIS DROUIN.

The present notice is given in conformity with Article 19, of the Quebec Election Act.

FRANÇOIS DROUIN,
10635-o Chief Returning-Officer.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-Jean de la Lande", en date du 1er août 1945, dont le siège social est à St-Jean de la Lande, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 3 août 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10628-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-Jean de la Lande", under date the 1st. day of August, 1945, whereof the head office is at St-Jean de la Lande, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third of August, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10628 Under Secretary of the Province.

LA COMPAGNIE DISTRIBUTRICE DU LAC
SAINT-JEAN LIMITÉE
LAKE SAINT-JOHN DISTRIBUTING CO. LTD.

Règlement N° 32

"Il est décidé unanimement que le siège social de notre Compagnie soit maintenant à Chicoutimi, au lieu d'être à Québec."

Règlement passé le 23 décembre 1944.

Vraie copie. Le Secrétaire,
10617-o (Signé) R. THÉBERGE.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Sauvegarde" "Coopérative de Consommation", en date du 22 juillet 1945, dont le siège social est à Mont-Carmel, comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 août 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
10624-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Les Radiotechniciens Unis Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le cinq septembre 1945.

LA COMPAGNIE DISTRIBUTRICE DU LAC
SAINT-JEAN LIMITÉE
LAKE SAINT-JOHN DISTRIBUTING CO. LTD.

By-law No. 32

"It is unanimously decided that the head office of our Company now be at Chicoutimi, instead of being at Québec."

By-law passed December 23rd, 1944.

True Copy. (Signed) R. THÉBERGE,
10617 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Sauvegarde" "Coopérative de Consommation", under date the twenty-second day of July, 1945, whereof the head office is at Mont Carmel, county of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
10624 Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Les Radiotechniciens Unis Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on September 5th, 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

10629-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

10629 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

AVIS LÉGAL

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite au Lieutenant-gouverneur en Conseil par la compagnie Gould's Limited le priant de lui accorder la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur de déterminer.

Montréal, le 31^{ème} jour d'août 1945.

(Sceau) GOULD'S LIMITED,
Par le Président,
ALBERT GOULD.

10613

Charter — Surrender of

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor in Council by Gould's Limited praying that permission be granted to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-Governor may be pleased to determine.

Montreal, 31st day of August, 1945.

(Seal) GOULD'S LIMITED,
Per ALBERT GOULD,
President.

10613-0

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement d'amendement de la Commission du Salaire Minimum, modifiant le règlement B-1 révisé de ladite Commission, a été approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 3495, du 1^{er} septembre 1945.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1 révisé (Prélèvement)

Règlement d'amendement

La Commission du salaire minimum en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement d'amendement, ce qui suit:

1. *Règlement B-1 révisé, amendé*: — Le règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum, édictant un prélèvement, adopté par la Commission le 27 novembre 1940, approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 13 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4330, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 28 décembre 1940 et postérieurement modifié, est de nouveau modifié comme suit:

L'article 6 dudit règlement, modifié par règlements d'amendement des 22 janvier 1943, 1^{er} juin 1943, 30 novembre 1943 et 8 janvier 1945, est de nouveau modifié en y remplaçant au premier paragraphe, le mot "quinze" par le mot "dix".

2. *Entrée en vigueur*: — Le présent règlement d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, le trentième jour du mois de juillet mil neuf cent quarante-cinq.

Le Président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " B.-E. BRAIS,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT.

(Sceau)

Copie conforme,
Le Secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

10619-0

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-law of amendment of the Minimum Wage Commission, amending By-law B-1, revised, of the said Commission, has been approved by Order-in-Council number 3495, of September 1st, 1945.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1 Revised (Levy)

By-law of Amendment

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (S.R.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present By-law of Amendment, the following:

1. *By-law B-1 Revised, amended*: — By-law B-1 Revised of the Minimum Wage Commission, enacting a levy, adopted by the Commission on November 27, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 10, 1940, by Order-in-Council No. 4330, published in the *Quebec Official Gazette* on December 28, 1940, and subsequently amended, is again amended as follows:

Section 6 of the said By-law amended by By-laws of amendment of January 22, 1943, June 1st, 1943, November 30, 1943 and January 8, 1945, is again amended by replacing, in the first subsection, the word "fifteen" by the word "ten".

2. *Coming into force*: — The present By-law of Amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Done and signed in the City of Québec, on this thirtieth day of July in the year one thousand nine hundred and forty-five.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" B.-E. BRAIS,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT, Members.

(Seal)

True copy,
J.-E. SIMARD,
General Secretary.

10619-0

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 877-45

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Ste-Rose, dans le comté de Laval, en celui de Ville de Ste-Rose.

Québec, 23 août 1945.

10546-35-2-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 877-45

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Ste-Rose, in the county of Laval, to that of Town of Ste-Rose.

Quebec, August 23rd, 1945.

10546-35-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 1309-44

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Stanstead, les lots 1020, 1038 et la partie du lot N° 1119 du canton de Stanstead qui appartiennent à M. Ambroise Tétreault et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Wilfrid-de-Barston.

Québec, 29 août 1945.

10564-35-2-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 1309-44

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, county of Stanstead, lots 1020, 1038 and that part of lot No. 1119 of the township of Stanstead which belong to Mr. Ambroise Tétreault and to annex them to the school municipality of St-Wilfrid-de-Barston.

Quebec, August 29th, 1945.

10564-35-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 571-45

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Gertrude-de-Pontiac, dans le comté de l'Abitibi-Est, les lots 25 à 28 inclusivement du rang VIII du canton de Villemontel et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Philomène-de-Manneville, dans le même comté.

Québec, le 29 août 1945.

10565-35-2-9

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 571-45

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Gertrude-de-Pontiac, in the county of Abitibi-East, lots 25 to 28 inclusively of range VIII of the township of Villemontel and to annex the same to the school municipality of Ste-Philomène-de-Manneville, in the same county.

Quebec, August 29th, 1945.

10565-35-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

N° 1026-45

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Cécile, paroisse, dans le comté de Beauharnois, en celui de "Grande-Ile", même comté.

Québec, 5 septembre 1945.

10634-36-2-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 1026-45

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Cécile, parish, in the county of Beauharnois, to that of "Grande-Ile", same county.

Quebec, September 5th, 1945.

10634-36-2

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi

Division d'enregistrement de Chicoutimi

Avis est par la présente donné que les lots 71-6 à 71-15, 71-6-1 à 71-6-3, 71-7-1 à 71-7-3, 71-8-1 à 71-8-3, 71-9-1 et 71-9-2, 71-10-1 et 71-10-2, 71-11-1 et 71-11-2, 71-12-1, 71-13-1 à 71-13-3, 71-14-1 à 71-14-3, 71-15-1 à 71-15-3, 71-17A, 71-19 et 71-20, 71-20A, 71-21, 71-22, 71-24 à 71-26 du Rang I Ouest, ont été annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 août 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BEDARD.

10608-o

NOTICE

Official Cadastre of the village of Ste. Anne-de-Chicoutimi

Registration Division of Chicoutimi

Notice is hereby given that lots 71-6 to 71-15, 71-6-1 to 71-6-3, 71-7-1 to 71-7-3, 71-8-1 to 71-8-3, 71-9-1 and 71-9-2, 71-10-1 and 71-10-2, 71-11-1 and 71-11-2, 71-12-1, 71-13-1, to 71-13-3, 71-14-1 to 71-14-3, 71-15-1 to 71-15-3, 71-17A, 71-19 and 71-20, 71-20A, 71-21, 71-22, 71-24 to 71-26 of the First Range West, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 22nd, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BEDARD,
Deputy Minister.

10608-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des Services municipaux de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 2861, du 19 juillet 1945, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3496 du 1er septembre 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 septembre 1945. 10627-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the constitution and by-laws of the Municipal Services' Joint Committee of Sherbrooke, established under Decree number 2861, of July 19, 1945, and whose corporate seat is situated in the City of Sherbrooke, have been approved by Order-in-Council number 3496 of September 1st, 1945.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 8, 1945. 10627-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la Chambre de Construction inc. de Montréal lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 398, du 5 février 1944, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

On demande que le taux horaire de salaire de \$0.70 pour les couvreurs — composition et gravier, mentionné à l'article III, soit porté à \$0.80.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 septembre 1945. 10622-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the Builders' Exchange inc. of Montreal has submitted to him a petition to amend the decree number 398, of February 5, 1944, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

It is requested that the hourly rate of \$0.70 for roofers — composition and gravel, mentioned in section III, be increased up to \$0.80.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 8, 1945. 10622-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 3134, du 26 novembre 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3498, du 1er septembre, 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1945 au 31 août 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Tous les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 3134 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 (un huitième) de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés régis par ledit décret numéro 3134 et amendements sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équiva-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Québec, established under decree number 3134 of the 26th of November, 1937, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 3498 of September 1st, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Assessments

The period of assessments shall extend from September 1st, 1945, to August 31st, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the said decree number 3134 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 (one-eighth) of 1% of the list of wages, bonuses, remunerations given to their employees governed by the said decree.

b) All the employees governed by the said decree number 3134 and amendments are required to pay to the Parity Committee an assessment

lente à 1/8 (un huitième) de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

equivalent to 1/8 (one eighth) of 1% of their wages, commissions, bonuses or remunerations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire la remise de leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent également percevoir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire présentera un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1945, 31 mars et 30 juin 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévu du Comité conjoint de l'industrie du meuble de Québec, à compter du 1er septembre 1945 et jusqu'au 31 août 1946.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

Du 1er septembre, 1945, au 31 août, 1946.

Revenus probables:

Estimé des gages pour l'année;	\$2,000,000.00
\$2,000,000.00 à 1/8 de 1% des employeurs professionnels	\$2,500.00
\$2,000,000.00 à 1/8 de 1% des salariés.	2,500.00
Rapport d'une partie du surplus des exercices précédents.	1,530.00
	\$6,530.00

Dépenses probables:

Salaires, Administration — Secrétaire, Inspecteur et sténographe.	\$3,964.00
Frais de déplacement des membres du Comité	600.00
Frais de déplacement des inspecteurs du Comité	600.00
Loyer et éclairage.	508.00
Téléphone	88.00
Frais légaux.	280.00
Vérification des livres.	80.00
Impressions et papeterie	125.00
Timbres poste, téléphone L. D. et télégrammes.	125.00
Taxes d'affaires et d'eau	60.00
Dépenses imprévues.	100.00
	\$6,530.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 8 septembre 1945.

10623-o

2. Mode of collection

All professional employers shall remit their assessments each month to the Parity Committee.

The professional employers shall also retain from the wages of their employees the sums owed to the Parity Committee and transmit same to the said Committee together with their own assessments.

Upon refusal from a professional employer to pay or to give the necessary information, he shall be given a five-days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1945, March 31st and June 30th, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from September 1st, 1945 to August 31st, 1946.

BUDGET OF THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

From September 1st, 1945, to August 31st, 1946.

Probable revenues:

Estimate of the wages for the year:	\$2,000,000.
Assessments of professional employers (1/8 of 1%) of \$2,000,000	\$2,500.00
Assessments of employees (1/8 of 1%) of \$2,000,000.	2,500.00
Report of one part of the surplus of preceding periods of operation.	1,530.00
	\$6,530.00

Probable expenses:

Salaries: administration — secretary, inspector, stenographer	\$3,964.00
Travelling expenses of the members of the committee.	600.00
Travelling expenses of the inspectors of the committee.	600.00
Rent and lighting.	508.00
Telephone	88.00
Legal fees.	280.00
Auditing of books.	80.00
Printing and stationery.	125.00
Stamps, telephone (L. D. calls) and telegrams	125.00
Business and water taxes	60.00
Various expenses.	100.00
	\$6,530.00

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 8, 1945.

10623-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. **A**T TENDU qu'en vertu et par l'effet des dispositions des articles 2, 8 et 14 de la Loi établissant la Commission Hydroélectrique de Québec, 8 George VI, chapitre 23, sanctionnée le 14 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité, de Montréal Light, Heat & Power Consolidated, celle de Montreal Island Power Company et toutes les actions formant le fonds social de Beauharnois Light Heat & Power Company ont été expropriées le 15 avril 1944 et confiées à la Commission Hydroélectrique de Québec;

ATTENDU qu'en vertu des articles 6, 12 et 16 de ladite loi les indemnités payables pour lesdits biens expropriés devaient être déterminées en suivant la procédure prescrite par les articles 1066a à 1066z du Code de Procédure civile, sauf les clauses exceptionnelles adaptant cette procédure aux particularités des trois expropriations en question;

ATTENDU qu'aucune procédure n'a été faite sous l'empire de ces dispositions pour faire déterminer lesdites indemnités;

ATTENDU que par amendements apportés à ladite loi par la Loi 9 George VI, chapitre 30, sanctionnée le 1er juin 1945, la législature a autorisé le Lieutenant-gouverneur en conseil à décréter, par proclamation, que lesdites indemnités seront déterminées par trois arbitres, conformément aux dispositions des articles 7a à 7r, 13a, 13b, 17a et 17b de ladite Loi ainsi amendée, au lieu de l'être suivant le mode de procédure originellement prévu;

ATTENDU que l'arbitrage prévu par ladite loi ainsi amendée constitue un mode de procédure mieux approprié, plus expéditif, plus efficace et plus juste pour déterminer lesdites indemnités;

ATTENDU que l'article 18c de ladite loi ainsi amendée stipule que les diverses indemnités prévues pour les expropriations faites sous son empire peuvent être fixées par le même comité d'arbitres ou par des comités d'arbitres distincts;

ATTENDU qu'il est juste, opportun et plus expéditif que lesdites indemnités soient fixées par un même comité d'arbitres;

ATTENDU que ladite loi ainsi amendée décrète (articles 7s et 13c) que le Lieutenant-gouverneur en conseil, peut par proclamation, autoriser la Commission Hydroélectrique de Québec, à acquérir, par expropriation, pour la Couronne aux droits de la province, toutes les actions formant le capital-actions desdites Montreal Light, Heat & Power Consolidated et Montreal Island Power Company, mais qu'il y a lieu pour le moment de procéder à la fixation des indemnités payables par suite des expropriations déjà faites par l'opération de la loi, le 15 avril 1944, à savoir des

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. **W**HEREAS in virtue of and pursuant to the provisions of sections 2, 8 and 14 of the Act to establish the Quebec Hydro-Electric Commission, 8 George VI, chapter 23, sanctioned on April 14th, 1944 the undertaking of the production and distribution in this Province of gas and electricity, of Montreal Light, Heat & Power Consolidated, that of Montreal Island Power Company and all the shares forming the capital stock of the Beauharnois Light Heat & Power Company were expropriated on the 15th of April, 1944 and entrusted to the Quebec Hydro-Electric Commission;

WHEREAS in virtue of sections 6, 12 and 16 of the said Act the indemnities payable for the said expropriated properties were to be fixed in accordance with the procedure provided by articles 1066a to 1066z of the Code of Civil Procedure, save the exceptional clauses adapting said procedure to the particular circumstances of the three mentioned expropriations;

WHEREAS no procedure was made in virtue of the said provisions for the fixing of the said indemnities;

WHEREAS by the amendments made to the said Act by the Act 9 George VI, chapter 30, sanctioned on the 1st of June, 1945, the Legislature has authorized the Lieutenant-Governor in Council to order by proclamation that the said indemnities shall be fixed by three arbitrators in conformity with the provisions of sections 7a to 7r, 13a, 13b, 17a and 17b of the said Act, so amended, instead of following the mode of procedure originally provided;

WHEREAS the arbitration provided by the said Act so amended, constitutes a mode of procedure more appropriate, more prompt, more efficient and more just for the fixing of the said indemnities;

WHEREAS section 18c of the said Act, so amended, stipulates that the various indemnities contemplated for the expropriations under the said Act may be fixed by the same committee of arbitrators or by different committees of arbitrators;

WHEREAS it is just, opportune and more expeditious that the said indemnities be fixed by one and the same committee of arbitrators;

WHEREAS the said Act thus amended enacts (sections 7s and 13c) that the Lieutenant-Governor in Council, may authorize by proclamation the Quebec Hydro-Electric Commission to acquire by expropriation, for the Crown in right of the Province, all the shares constituting the capital stock of Montreal Light, Heat & Power Consolidated and Montreal Island Power Company, but that it is expedient for the moment to proceed with the fixing of the indemnities payable in consequence of the expropriations already made by the operation of the Law, on the 15th

indemnités payables pour les actions de la Beauharnois Light, Heat & Power Company et pour les entreprises de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de la Montreal Island Power Company, sauf à décider ultérieurement s'il y a lieu d'exproprier aussi les actions de ces deux dernières compagnies;

ATTENDU qu'au cas d'expropriation des actions de ces deux dernières compagnies, le Lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en vertu des articles 7z et 13f, décréter, dans le cas de chacune de ces compagnies, que l'indemnité fixée pour l'entreprise et l'indemnité fixée pour le capital-actions, seront réunies pour former une indemnité unique, qui sera la seule payable pour tous les biens acquis en vertu de cette double expropriation;

ATTENDU en conséquence qu'il y a lieu de décréter que les indemnités payables à Montreal Light, Heat & Power Consolidated, à Montreal Island Power Company et à Beauharnois Light, Heat & Power Company, pour les biens expropriés le 15 avril 1944, en vertu et par l'effet des articles 2, 8 et 14 de la Loi 8 George VI, chapitre 22, modifiée par la Loi 9 George VI, chapitre 30, seront déterminées par trois arbitres, conformément aux articles 7a à 7r, 13a, 13b, 17a et 17b de ladite loi telle qu'ainsi modifiée, sous réserve de décréter ultérieurement si le Lieutenant-gouverneur en conseil le juge opportun, l'expropriation des actions desdites Montreal Light, Heat & Power Consolidated et Montreal Island Power Company et, en ce cas, de réunir, pour n'en former qu'une seule, s'il le juge à propos, l'indemnité payable à chacune de ces deux compagnies pour l'expropriation de son entreprise et celle qui lui sera payable pour l'expropriation de son capital-actions;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret, portant le N° 3503 en date du 5 septembre 1945, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons:

QUE les indemnités payables à Montreal Light, Heat & Power Consolidated, à Montreal Island Power Company et à Beauharnois Light, Heat & Power Company, pour les biens expropriés le 15 avril 1944, en vertu et par l'effet de la Loi 8 George VI, chapitre 22, entre autres des articles 2, 8 et 14 de ladite loi modifiée par la Loi 9 George VI, chapitre 30, seront déterminées par trois arbitres, conformément, en particulier, aux articles 7a à 7r, 13a, 13b, 17a et 17b de ladite loi ainsi modifiée, et que lesdites indemnités seront fixées par le même comité d'arbitres; sous réserve de décréter ultérieurement, si le Lieutenant-gouverneur en conseil le juge opportun et avantageux pour la province, d'autoriser la Commission Hydroélectrique de Québec, en vertu des articles 7s et 13c à acquérir, par expropriation, pour la couronne aux droits de la province, toutes les actions formant le capital-actions de Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de Montreal Island Power Company, ou de l'une ou de l'autre de ces deux compagnies, et de décréter, s'il le juge à propos, que l'indemnité fixée pour l'entreprise et l'indemnité fixée pour le capital-actions de ces compagnies, ou de l'une ou de l'autre de ces compagnies, seront réunies, dans le cas respectif de chacune d'elles, pour former une indemnité unique, conformément aux articles 7z et 13f de ladite loi ainsi amendée.

of April, 1944, namely the indemnities payable for the shares of the Beauharnois Light, Heat & Power Company and for the undertakings of Montreal Light, Heat & Power Consolidated and Montreal Island Power Company, save to be decided subsequently if expedient to also expropriate the shares of these two latter companies;

WHEREAS in the case of expropriation of shares of these two latter companies, the Lieutenant-Governor in Council may, in virtue of sections 7z and 13f, order, in the case of each of the said companies, that the indemnity fixed for the undertaking and the indemnity fixed for the capital stock, be united to form a single indemnity, and the latter shall be the only indemnity payable for all the property acquired in virtue of this double expropriation;

WHEREAS accordingly it is expedient to order that the indemnities payable to Montreal Light, Heat & Power Consolidated, to Montreal Island Power Company and to Beauharnois Light, Heat & Power Company, for the property expropriated on the 15th of April, 1944, in virtue of and pursuant to sections 2, 8 and 14 of the Act 8 George VI, chapter 22, amended by the Act 9 George VI, chapter 30, shall be determined by three arbitrators, in conformity with sections 7a to 7r, 13a, 13b, 17a and 17b of the said Act as now amended, under reserve, if the Lieutenant-Governor in Council deems it expedient, to subsequently order the expropriation of the shares of the said Montreal Light, Heat & Power Consolidated and Montreal Island Power Company and, in such case, to unite to form one single indemnity, if deemed expedient, the indemnity payable to each of these two companies for the expropriation of its undertaking and that payable to it for the expropriation of its capital stock;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order, bearing No. 3503, under date the 5th of September, 1945, We have enacted and ordered and do hereby enact and order:

THAT the indemnities payable to Montreal Light, Heat & Power Consolidated, to Montreal Island Power Company and to Beauharnois Light, Heat & Power Company, for the property expropriated on the 15th of April, 1944, in virtue of and pursuant to the Act 8 George VI, chapter 22, amongst others sections 2, 8 and 14 of the said Act amended by the Act 9 George VI, chapter 30, will be determined by three arbitrators, in conformity, in particular, with sections 7a to 7r, 13a, 13b, 17a and 17b of the said Act thus amended, and that the said indemnities be fixed by the same committee of arbitrators; under reserve of a subsequent order, if the Lieutenant-Governor in Council deems it expedient and advantageous for the Province, to authorize the Quebec Hydro-Electric Commission, in virtue of sections 7s and 13c to acquire by expropriation, for the Crown in right of the Province, all the shares constituting the capital stock of Montreal Light, Heat & Power Consolidated and of Montreal Island Power Company, or of the one or the other of these two companies, and to order, if he deems it expedient, that the indemnity fixed for the undertaking and the indemnity fixed for the capital stock of the said companies, or the one or the other of the said companies, be united, in the respective case of each one thereof, to form a single indemnity, in conformity with sections 7z and 13f of the said Act thus amended.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce SIXIEME jour de SEPTEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

10637-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this SIXTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-five, and the ninth year of Our Reign.

By command,

10637 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

LES CONTRACTEURS DU SAGUENAY LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Les Contracteurs du Saguenay Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 août 1941, et ayant son bureau principal dans la Ville de Jonquière, a établi son bureau au numéro 14 rue St-Clément en la dite ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Jonquière, ce vingt-neuvième jour d'août 1945.

10610-o Le Président,
J.-E. PERRON, I.C.

Avis est donné que la compagnie "Nap.-E. Godin Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mars 1945, et ayant son bureau principal dans la cité des Trois-Rivières a établi son bureau au numéro 126 de la rue des Forges.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce vingt-huitième jour d'août, 1945.

10611-o Le Secrétaire,
M.-A. DUPLESSIS.

LA COMPAGNIE DISTRIBUTRICE DU LAC SAINT-JEAN LIMITÉE LAKE SAINT-JOHN DISTRIBUTING CO. LTD.

Avis est donné que la Compagnie "La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée" — "Lake Saint-John Distributing Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises le dix-neuf de juin mil neuf cent trente-neuf (1939), et ayant son bureau principal dans les cité et district de Québec, a établi son bureau à rue du Port, Cité de Chicoutimi, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce 24 de juillet 1945.

10618-o Le Président et
officier autorisé,
R. CREVIER.

Head offices

LES CONTRACTEURS DU SAGUENAY LTÉE

Notice is given that the company "Les Contracteurs du Saguenay Ltée", incorporated by letters patent bearing date the 29th August, 1941, and having its head office in the town of Jonquière, has established its office at number 14 St-Clément street, in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Jonquière, this twenty-ninth day of August, 1945.

10610 J.-E. PERRON, C.E.,
President.

Notice is hereby given that the "Nap.-E. Godin Ltée" company incorporated by letters patent, on the first day of March 1945, and having its head office in Trois-Rivières, has established its office at No. 126 des Forges St.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières, this day of twenty-eighth of August, 1945.

10611-o M.-A. DUPLESSIS,
Secretary.

LA COMPAGNIE DISTRIBUTRICE DU LAC SAINT-JEAN LIMITÉE LAKE SAINT-JOHN DISTRIBUTING CO. LTD.

Notice is given that the company "La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée" — "Lake Saint-John Distributing Co. Ltd.", incorporated by letters patent issued the nineteenth day of June, one thousand nine hundred and thirty-nine (1939), and having its head office in the city and district of Québec, has established its office on du Port street, city of Chicoutimi, Province of Québec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this 24th day of July, 1945.

10618 R. CREVIER,
President and
authorized officer.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Selwyn House Association, constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 19ième jour de juin 1945, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 3458 rue Redpath, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de l'Association.

Daté à Montréal, P.Q., ce 4ième jour de septembre 1945.

10625

Le Président,
G. MILLER HYDE.

Notice is hereby given that Selwyn House Association, incorporated by Letters Patent, under Part III of the Quebec Companies' Act on the 19th day of June, 1945, and having its head office in the City of Montreal in the Province of Quebec, has established its office at 3458 Redpath Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered to be Head Office of the Association.

Dated at Montreal, P.Q., this 4th day of September, 1945.

10625-o

G. MILLER HYDE,
Chairman.

Soumissions

Province de Québec, Comté de Shefford

VILLE DE WATERLOO

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le dix-septième jour de septembre prochain (1945) pour l'achat d'une émission de \$65,000.00 d'obligations de la Ville de Waterloo, datées du 1er novembre 1945 et remboursables par séries du 1er novembre 1946 au 1er novembre 1965, avec intérêt au taux de 3% ou 3¼% par année, payable le 1er mai et le 1er novembre, et le capital le 1er novembre de chaque année, payables à la Banque de Montréal, à Waterloo, Montréal et Québec.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours, ni plus de 60 jours publié dans la Gazette officielle de Québec (S.R.Q., ch. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission, au cas où les obligations ne pourraient être livrées le 1er novembre 1945. Elle devra aussi spécifier clairement si elle est faite pour un taux de 3% ou 3¼%.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le 19 septembre 1945, à huit heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Waterloo, le 20 août 1945.

10552-35-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
PHILIPPE JOLIN.

Tenders

Province of Quebec, County of Shefford

TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday the seventeenth day of September next (1945), for the purchase of an issue of \$65,000.00 of bonds of the Town of Waterloo, dated from the 1st of November 1945 and redeemable serially from the 1st of November, 1946 to the 1st of November 1965, with interest at the rate of 3% or 3¼% per annum, payable the 1st of May and 1st of November, and the capital on the 1st of November of each year, payable at the Bank of Montreal, at Waterloo, Montreal and Quebec;

The said bonds will be issued in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to capital.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days, nor more than 60 days, published in the Quebec Official Gazette (R.S.Q., 1941, chap. 212).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Every tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender, in case the Bonds are delivered after November 1st, 1945. Every tender will also clearly specify whether the rate of interest is 3% or 3¼%.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the council to be held on September 19th, 1945, at eight o'clock in the evening, at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Waterloo, August 20th, 1945.

10552-35-2-o

PHILIPPE JOLIN,
Secretary Treasurer.

VENTE PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec à savoir: } HERVE BERGERON, de
N° 49429 } Joly, marchand, contre
HENRI PLANTE, de Joly, à savoir:

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } HERVE BERGERON, of
No. 49429 } Joly, merchant; against
HENRI PLANTE, of Joly, to wit:

Tous les droits et prétentions du défendeur sur le lot N° 10 (dix) du rang 4 (quatre) seigneurie Lotbinière, correspondant au N° 388-158 (trois cent quatre-vingt-huit cent cinquante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de St-Edouard, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé maintenant dans la paroisse de Joly, ayant une superficie de 83 arpents, circonstances et dépendances. Sujet aux charges imposées par le Ministère de la Colonisation aux fins d'obtenir le titre définitif de la Couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Joly, comté de Lotbinière, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JOS.-ALBERT DELÂGE.
Québec, 5 septembre 1945. 10626-36-2-o
[Première insertion: 8 septembre 1945.]
[Seconde insertion: 22 septembre 1945.]

All rights and pretentions of the defendant on lot No. 10 (ten) of range 4 (four) Seigniorie of Lotbinière, corresponding with No. 388-158 (three hundred and eighty-eight one hundred and fifty-eight), of the official cadastre for the parish of St-Edouard, county of Lotbinière, being a lot of land now situate in the parish of Joly, having an area of 83 arpents, circumstances and dependencies. Subject to charges imposed by the Department of Colonization for the purpose of securing the final title from the Crown.

To be sold, at the parochial church door of Joly, county of Lotbinière, on the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-ALBERT DELÂGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, September 5th, 1945. 10626-36-2
[First insertion: September 8th, 1945.]
[Second insertion: September 22nd, 1945.]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 36

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Martineau vs Durocher.	1850
McLaughlin vs Lavigne.	1849
Tremblay vs Laframboise.	1850

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Gazaille vs Hogues.	1850
--------------------------	------

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3499 — Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.	1850
3500 — Industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal.	1852

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1829

AVIS DIVERS:

Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Victoriaville et du District d'Arthabaska (Formation).	1856
Coopérative d'Electricité de St-Jean de la Lande (Fondation).	1857
La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée — Lake Saint-John Distributing Co. Ltd. (Règlement).	1857
La Sauvegarde (Fondation).	1857
Les Radiotechniciens Unis Inc. (Formation).	1857
Liste des présidents d'élection.	1857
Syndicat des Contremaîtres Employés par la cité de Montréal (Formation). ..	1856
Syndicat de Travail de St-Dominique-du-Rosaire (Fondation).	1855
Trivicour Gold Mines Limited (Règlement).	1856
Turcot Engineering Association (Formation).	1856

CHARTER — ABANDON DE:

Gould's Limited.	1858
-----------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO —PROPERTY:

Martineau vs Durocher.	1850
McLaughlin vs Lavigne.	1849
Tremblay vs Laframboise.	1850

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Gazaille vs Hogues.	1850
--------------------------	------

ORDERS IN COUNCIL:

3499 — Hardware and paint trades in the City of Quebec.	1850
3500 — Ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal. ..	1852

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1829

MISCELLANEOUS NOTICES:

Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Victoriaville et du District d'Arthabaska (Formation).	1856
Coopérative d'Electricité de St-Jean de la Lande (Foundation).	1857
Lake Saint-John Distributing Co. Ltd. — La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée (By-law).	1857
La Sauvegarde (Foundation).	1857
Les Radiotechniciens Unis Inc. (Formation).	1857
List of returning-officers.	1857
Syndicat des Contremaîtres Employés par la cité de Montreal (Formation). ..	1856
Syndicat de Travail de St-Dominique-du-Rosaire (Foundation).	1855
Trivicour Gold Mines Limited (By-law).	1856
Turcot Engineering Association (Formation).	1856

CHARTER — SURRENDER OF:

Gould's Limited.	1858
-----------------------	------

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Règlement B-1 révisé — Règlement
d'amendement. 1858

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ste-Cécile, munic. scolaire de la paroisse
de 1859
Sacré-Cœur-de-Jésus, munic. scolaire de
la paroisse de. 1859
Ste-Gertrude-de-Pontiac, munic. sco-
laire de. 1859
Ste-Rose, munic. scolaire du village de. 1859

TERRES ET FORETS:

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de. . . 1859

TRAVAIL:

Chambre de Construction inc. de Mont-
réal (Modification). 1860
Comité conjoint de l'industrie du meu-
ble de Québec (Prélèvement). 1860
Comité paritaire des services munici-
paux de Sherbrooke (Approbation de
règlements) 1860

LETTRES PATENTES:

Alken Metal Products Limited 1830
Alta Mines Limited 1831
American Pastry Shop Co. Ltd. 1831
Andersmith Co. Inc. 1832
Autobus la Malbaie-Baie Laval Limitée 1832
Boscoville. 1833
Canadian Transmission Tower Com-
pany Limited. 1833
Catherine Robert Limitée — Catherine
Robert Limited. 1834
Cercle Paroissial Ste-Gertrude. 1834
College Junior Inc. 1835
Construction Kennebec Compagnie Li-
mitée — Kennebec Construction Com-
pany Limited. 1835
Diesel and Precision Works Ltd. 1836
Dominion Packers Limited. 1836
Finestone & Son Inc. 1836
Fonderie de Magog, Ltée — Magog
Foundry, Ltd. 1837
Fonderie de Terrebonne Inc. — Terre-
bonne Foundry Inc. 1838
Gamma Lambda Foundation of Sigma
Chi Fraternity Incorporated. 1838
Glenallan Gold Mines Limited. 1839
H. Ravary & Frères, Incorporée. 1839
Interprovincial Mining Corporation. . . 1840
Jolin Bourlamaque Mines Limited. . . . 1840
Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd. 1841
Les Marchands de l'Ouest, Incorporée. . 1841
Leymar Ltd. 1842
L'Œuvre des Terrains de Jeux de Chi-
coutimi. 1842
Louis Robert Limitée — Louis Robert
Limited. 1843
Mid-Town Dress Inc. 1843
Mindan Inc. 1844
National Hide Co. Ltd. 1844
Nets Incorporated 1845
Olier Lake Mines Company, Limited. . . 1845
Ovila Allard & Compagnie Limitée. . . 1846
Princeton Sportswear Inc. 1846
Reitsar Investments Ltd. 1846
Sea Lines Incorporated 1847
Styld Blouse Inc. 1847

MINIMUM WAGE COMMISSION:

By-law B-1 revised — By-law of amend-
ment. 1858

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Ste-Cécile, school munic. of the parish
of. 1859
Sacré-Cœur-de-Jésus, school munic. of
the parish of. 1859
Ste-Gertrude-de-Pontiac, school munic.
of. 1859
Ste-Rose, school munic. of the village of 1859

LANDS AND FORESTS:

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of. . . 1859

LABOUR:

Builders' Exchange inc. of Montreal
Amendement) 1860
Joint committee of the furniture indus-
try of Quebec (Levy). 1860
Municipal Services' Joint Committee
of Sherbrooke (Approval of by-laws). 1860

LETTERS PATENT:

Alken Metal Products Limited 1830
Alta Mines Limited 1831
American Pastry Shop Co. Ltd. 1831
Andersmith Co. Inc. 1832
Autobus la Malbaie-Baie Laval Limitée 1832
Boscoville. 1833
Canadian Transmission Tower Com-
pany Limited. 1833
Catherine Robert Limited — Catherine
Robert Limited. 1834
Cercle Paroissial Ste-Gertrude. 1834
College Junior Inc. 1835
Kennebec Construction Company Li-
mitée — Construction Kennebec Com-
pany Limited. 1835
Diesel and Precision Works Ltd. 1836
Dominion Packers Limited. 1836
Finestone & Son Inc. 1836
Magog Foundry, Ltd. — Fonderie de
Magog, Ltée. 1837
Terrebonne Foundry Inc. — Fonderie de
Terrebonne Inc. 1838
Gamma Lambda Foundation of Sigma
Chi Fraternity Incorporated. 1838
Glenallan Gold Mines Limited. 1839
H. Ravary & Frères, Incorporée. 1839
Interprovincial Mining Corporation . . 1840
Jolin Bourlamaque Mines Limited. . . . 1840
Ken-Dor Novelty Mfg. Co. Ltd. 1841
Les Marchands de l'Ouest, Incorporée. . 1841
Leymar Ltd. 1842
L'Œuvre des Terrains de Jeux de Chi-
coutimi. 1842
Louis Robert Limited — Louis Robert
Limited. 1843
Mid-Town Dress Inc. 1843
Mindan Inc. 1844
National Hide Co. Ltd. 1844
Nets Incorporated 1845
Olier Lake Mines Company, Limited. . . 1845
Ovila Allard & Compagnie Limitée. . . 1846
Princeton Sportswear Inc. 1846
Reitsar Investments Ltd. 1846
Sea Lines Incorporated 1847
Styld Blouse Inc. 1847

Universal Metal Products Limited	1848	Universal Metal Products Limited	1848
V-N. Knitting Mills Ltd.	1848	V-N. Knitting Mills Ltd.	1848

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Atlantic Steel Company Limited.	1849
L. A. Moreau Inc.	1849
La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance.	1849

✓ SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Atlantic Steel Company Limited.	1849
L. A. Moreau Inc.	1849
La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance.	1849

PROCLAMATION:

Concernant l'expropriation de Montreal Light, Heat & Power Consolidated, de Montreal Island Power Company et de Beauharnois Light, Heat & Power Company.	1862
--	------

PROCLAMATION:

Concerning the expropriation of the Montreal Light, Heat & Power Con- solidated, Montreal Island Power Company and Beauharnois Light, Heat & Power Company.	1862
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée — Lake Saint- John Distributing Co. Ltd.	1864
Les Contracteurs du Saguenay Ltée.	1864
Nap. E. Godin Ltée.	1864
Selwyn House Association.	1865

✓ HEAD OFFICES:

Lake Saint John Distributing Co. Ltd. — La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée.	1864
Les Contracteurs du Saguenay Ltée.	1864
Nap. E. Godin Ltée.	1864
Selwyn House Association.	1865

SOUMISSIONS:

Waterloo, ville de.	1865
-----------------------------	------

TENDERS:

Waterloo, town of.	1865
----------------------------	------

VENTE PAR SHERIFS:

QUÉBEC:

Bergeron vs Plante.	1865
-----------------------------	------

SHERIFF'S SALE:

QUÉBEC:

Bergeron vs Plante.	1865
-----------------------------	------

10636

10636